

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	50	95

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

VERSAILLES et LES TRIANONS

Les lecteurs de ce journal savent entre tous quel esprit curieux et souple est Philippe Gille. Auteure dramatique et librettiste, il a remporté, seul ou en collaboration, quelques-uns des plus grands succès de notre temps : il est l'auteur des *Charbonniers*, il a signé les *Trente Millions de Gladiateur* avec Labiche, *Manon* avec Meilhac et Larmet avec Gondinet. Chroniqueur, il écrit comme il cause, avec un sens vif et fin de la vie parisienne, un savoureux mélange d'esprit et de bonhomie, une connaissance avérée des hommes et des choses. Critique, il fait ici chaque semaine un bulletin bibliographique où il maintient des qualités qui ne sont plus communes : l'information consciencieuse et l'intelligence ouverte, l'éclectisme et la bienveillance. Il a même été poète et il a réuni en un gracieux bouquet, sous le modeste titre de *Herbier*, un choix de ces petites fleurs bleues semées au fond des jeunes œuvres par le sentiment et le rêve, si vite fanées chez la plupart des hommes, mais qui, chez quelques-uns, parfument toute l'existence, discrètes et cachées.

Il a commencé par étudier la statue et il s'en était suffisamment rendu maître pour que ses anciens confrères de l'ébauchoir et du ciseau l'eussent élu secrétaire du jury de sculpture à l'Exposition universelle de 1889. Aussi a-t-il pu faire de la critique d'art avec une compétence fort rare, car si tout critique, par cela seul qu'il écrit, fait ses preuves de connaissance littéraire, combien de gens s'improvisent juges de tableaux et de statues sans rien savoir des procédés techniques de la peinture et de la sculpture !

Il est lié avec Victorien Sardou d'une vieille amitié, qui ne vient pas seulement du théâtre et de ce que lui aussi fut son collaborateur dans les *Prés-Saint-Gervais*. Ils ont une passion commune, celle de l'art français, de Louis XIV à Louis XVI. Ils l'ont nourrie dans le séjour de Versailles et les longues promenades à travers le château, le parc et les deux Trianons. Sardou est le grand maître de l'art, ancien conservateur du musée, et la presse a souvent décrit l'habitation d'été qu'il s'est faite, pleine d'œuvres et de documents relatifs à l'art et à l'histoire des derniers siècles, à Marly-le-Roi, dans l'ancien domaine royal du Verdun. Gille, lui, habitait à Versailles même, en face du château, un charmant hôtel qui appartenait à la famille de Papillon de La Ferté, intendait des menus-plaisirs et directeur de l'Opéra sous Louis XVI. A eux deux, Sardou et Gille ont rendu de grands services à la demeure de Louis XIV, rappelant à une administration parfois négligente ses devoirs d'entretien ou de restauration, lui signalant les œuvres compromises par le temps et les intempéries, obtenant pour elles leur transfert dans les musées clos et leur remplacement par des copies.

Sardou se borne à utiliser sa connaissance de l'histoire comme auteur dramatique et, dans l'occasion, comme polémiste. Gille met au service de l'histoire artistique ses goûts d'amateur et de chercheur, comme aussi son art de mise en scène et son talent d'exposition spirituelle. Il a déjà publié deux grands ouvrages sur le palais et le parc de Versailles. L'entrepreneur aujourd'hui la publication d'un travail définitif sur Versailles et les deux Trianons, avec la collaboration de M. Marcel Lambert, architecte des deux châteaux, pour les relevés et les dessins. C'est l'idéal de la double compétence qu'il faut à une telle œuvre. Comme éditeur, ils ont la maison Mame, et c'est tout dire. Les trois premières livraisons viennent de paraître. Forme et fond, texte et illustrations, elles promettent un des plus beaux livres d'art que notre siècle ait produits. Et ce livre est consacré à l'un des édifices les plus riches et les plus typiques qui soient au monde.

Le château de Versailles est l'image de Louis XIV et de son temps, de la France du dix-septième siècle et de la monarchie dont le règne du Grand Roi fut l'apogée. En son genre, c'est un monument unique au monde, par sa beauté propre comme par son intérêt symbolique. Il a été créé d'un seul coup et il réalise une pensée unique. Tandis que la plupart des grands édifices ou se résument à un aspect de l'histoire ou sont formés par additions successives et collaborations séculaires — tel le Vatican, — le palais de Versailles a surgi en quelques années, plante superbe et droite, sous l'œil et par la volonté d'un seul homme, Louis XIV, le Grand Roi.

Pour la première fois, depuis l'empire romain, l'Europe voyait un grand pays concentrer toutes ses forces pour un grand dessein et une grande destinée. Ce n'était plus une création incohérente, factice et passagère, comme le Saint-Empire germanique ou la monarchie espagnole. Dix siècles d'efforts et de suite, le résultat nécessaire d'un ensemble de lois historiques, géographiques et ethniques avaient produit la monarchie française et cette monarchie arrivait aux mains d'un homme qui, par ses qualités comme par ses défauts, répondait à la définition idéale du roi : il était beau et voulait être admiré ; il aimait la noblesse et l'étalage ; il avait une raison clairvoyante, ferme et limitée ; il était régulier et laborieux ; il ramenait tout à lui, autant par ce qu'il incarnait la France et le droit divin que par égoïsme et orgueil.

L'enfance de ce roi s'était passée dans un vieux palais, longtemps forteresse,

d'où ses ancêtres avaient peu à peu réduit l'étranger, leur peuple et leur noblesse ; demeure glorieuse entre toutes, qui, au cœur de sa capitale, en face de Notre-Dame, au bord de la Seine, résumait la vieille histoire de Paris et de la France. Mais, par cela même, le Louvre ne pouvait plus suffire à une ère nouvelle. Il appartenait au passé ; le présent voulait une demeure à sa taille et à son image. Le jeune roi avait subi, malgré les murailles du Louvre, l'insulte de l'émeute ; il y avait été assiégé ; il l'avait quitté fugitif. Sa grandeur et sa majesté réclamaient une demeure inviolée. Il prétendait donner comme cadre à son existence entourée d'un culte un séjour conçu pour elle. Il avait dans l'esprit un idéal de beauté et de noblesse ; il voulait le réaliser par le concours de tous les arts et en parer sa gloire. Il décida la construction de Versailles.

Et tandis que l'esprit français atteignait son apogée par le développement équilibré de toutes ses facultés, avec l'éloquence de Bossuet, la poésie de Racine et le rire de Molière, tandis qu'il unissait la force et la finesse, l'ampleur et la délicatesse, la réflexion et le naturel, l'art français — notablement inférieur, il faut bien l'avouer, à cette littérature, parce qu'elle était supérieure à tout, mais, en lui-même, fort élevé, vigoureux et fécond — l'art français appliquait à un même but toutes ses énergies, l'architecture avec Mansart, la peinture avec Le Brun, la sculpture avec Girardon, et, avec Le Nôtre, ce que l'on a justement appelé « la civilisation de la nature », c'est-à-dire le type régulier et noble du jardin français.

Il en est résulté un ensemble incomparable par la grandeur et l'unité. Toutes les parties de Versailles, quelle qu'en soit la valeur propre, se subordonnent à l'effet d'ensemble. L'architecture, reine de l'art, domine et règle toutes les autres formes. Les lignes se groupent et s'équilibrent, convergent et s'unissent, dirigées par une pensée unique. Du côté du jardin, véritable façade du palais, s'avance au centre le corps de logis où habite le maître et dans lequel, derrière sa chambre et son antichambre, la galerie des Glaces offre à ses fêtes un théâtre rectiligne et éclatant. De la terrasse qui porte ce corps de logis, un escalier gigantesque descend vers le parc, qui est comme un immense salon en plein air, meublé de massifs, de bassins, de jets d'eau, de groupes statuariques, transition entre le palais et la campagne, l'art et la nature. Il y a des ensembles plus gracieux ; il n'y en a pas d'aussi nobles. Il n'y en a pas surtout qui réalisent de manière plus parfaite une grande idée.

Comme toutes les apogées, celle-ci fut courte, et moins d'un siècle après Louis XIV son œuvre s'écroulait, minée par l'affaiblissement de l'idée qui l'avait soulevée et la poussée irrésistible d'une idée nouvelle, l'idée de liberté se substituant à celle d'autorité, la démocratie à l'aristocratie, la république à la monarchie.

Avant cette ruine, la fantaisie élégante d'une favorite et la grâce légère d'une reine avaient ajouté une parure exquise à l'œuvre du Grand Roi. Les petits appartements avaient été aménagés pour loger la marquise de Pompadour, et autour des Trianons, par lesquels Louis XIV et Louis XV avaient comme atténué, en la prolongeant, la noblesse royale de Versailles, Marie-Antoinette avait disposé son hameau et ses jardins d'opéra-comique, le Temple de l'Amour, le Belvédère et le théâtre. Le dix-huitième siècle, le siècle de Marivaux et de Watteau, de Jean-Jacques et de Greuze, de Beaumarchais et de Fragonard, y laissait à son tour sa fidèle image.

Voici le printemps, et jusqu'à l'automne les visiteurs vont affluer à Versailles et aux Trianons. Simples curieux et artistes, Français et étrangers, bourgeois en partie de campagne et caravanes de Cook's, promeneurs guidés par un rêve de littérature et d'art, viendront évoquer, chacun à sa manière, deux siècles de grandeur française, remplir leurs yeux et leurs esprits de nobles images, communier avec l'âme mélancolique du passé. Ils verront, de la terrasse, le soleil se coucher au loin, derrière la pièce d'eau des Suisses, et il leur semblera que les armes parlantes de Louis XIV surgissent au-dessus de son palais, dans l'éclat de leur orgueil et la tristesse de leur gloire évanouie. Ils parcourront les allées de Trianon à l'heure où elles parlent le langage le plus pénétrant, par les après-midi d'automne, lorsque les feuillages ont déjà reçu la teinte dorée qui annonce leur chute prochaine.

Je leur souhaite pourtant de fortifier par un correctif vigoureux et sain l'impression de dilettantisme stérile et d'amollissante langueur qu'exhalent, si l'on n'y résiste pas, les visites révéleres à Versailles et aux Trianons. Une France nouvelle, et qui n'a pas terminé son rôle, est née près du château de Louis XIV et des petites maisons de Louis XV. Le Jeu de paume s'ouvre à quelques pas. Dans le château lui-même, un musée, qui n'est pas uniquement composé de chefs-d'œuvre, mais où les belles pages abondent, parle aux yeux un langage clair et d'une éloquence toujours française. Il déroule tout ce que notre siècle a fait de grand depuis 1789.

Cette œuvre est immense. Avec les guerres de la Révolution et de l'Empire, l'Afrique et la Crimée, la grande leçon de 1870, l'effort gigantesque qui tend, depuis trente ans, à organiser une démocratie de quarante millions d'hommes, à réaliser la justice et à créer un droit nouveau, cela fait déjà une grande histoire. Malgré tant de difficultés et de tristesses, d'illusions et d'erreurs, notre race n'a point renié son idéal de pensée et d'ac-

tion. Rien n'est salubre et reconfortant, au sortir de Paris, comme une promenade à Versailles et aux Trianons.

Gustave Larroumet.

Échos

La Température

Les mauvais temps ont complètement cessé sur toutes les côtes de France où la mer est très belle et la température est en hausse générale en France. Cependant quelques orages sont probables. La pluie, signalée en Italie, est devenue très rare sur nos régions. Hier le thermomètre en hausse indiquait à Paris : 120 au-dessus à huit heures du matin et 190 dans l'après-midi ; on notait, dans la matinée, 210 à Alger. En France la température va continuer à se relever, mais le ciel reste nuageux. La journée d'hier a été très belle, chaude comme une journée d'été. Après avoir marqué 76 mm pendant le jour, le baromètre restait à 768 mm dans la nuit.

Les Courses

A 2 h., Courses à Neuilly-Levallois. — Gagnants de Robert Milon :

Prix d'Angers : Sansonnet.
Prix de Compiègne : Remulus.
Prix de Normandie : Senlis.
Prix d'Anney : Pompière.
Prix de Cluny : Satellite.

UN CAS DE CONSCIENCE

Il y a un cas de conscience que je soumettrai volontiers, si je l'osais, à mon excellent et vénérable ami le P. du Lac.

Depuis que nous réclamons avec une légère insistance la révision, on nous a opposé deux arguments. On nous a dit : d'abord : Prenez garde ! Si vous avez le malheur de vouloir connaître le dessous des cartes, c'est la guerre ! Et des hommes que l'on croyait très sérieux nous ont infligé cette humiliation d'entendre dire que la distribution de la justice chez nous était subordonnée au bon plaisir de l'étranger. Cette plaisanterie-là a duré sept ou huit mois. Puis, comme on avait fini par s'apercevoir, au bout de ce laps, que rien ne bougeait en Europe, on a dû renoncer à cet épouvantail usé.

On a fait alors donner le deuxième argument : Vous outragez l'armée. Cet argument n'a pas imposé à ses inventeurs un travail cérébral extraordinaire. Ils n'ont eu qu'à extraire des gazettes révolutionnaires du siècle dernier, où il traînait ; car, à cette époque, « l'or de l'étranger et la connivence avec Pitt et Cobourg » ont été beaucoup exploités contre les gens riches et bien nés.

Donc — c'est admis — ceux d'entre nous qui soutiennent que peut-être un Conseil de guerre a pu se tromper injurier l'armée. Eh bien, ce que je voudrais savoir, c'est ceci : Injurie-t-on plus l'armée en admettant la possibilité de l'erreur d'un Conseil de guerre qu'en démontrant que les bureaux de l'état-major fourmillent de fautes ? Car enfin, il faut bien le dire, personne d'entre nous n'aurait osé porter contre certains officiers de la rue Saint-Dominique des accusations aussi graves que celles qui ont été formulées par des militaires devant la Cour de cassation. Et aucun révisionniste n'a dirigé contre l'état-major, qu'il ne faut pas confondre avec l'armée du reste, des coups aussi terribles que ceux qu'il a reçus d'officiers d'état-major.

Il est d'ailleurs à remarquer que les personnes qui se distinguent particulièrement par leur ardeur à accuser les révisionnistes d'outrager l'armée n'ont généralement rien de très guerrier dans leurs goûts ou leur passé.

Le véritable militaire comprend parfaitement que dans un pays qui, depuis vingt-huit ans, a dépensé près de trente milliards pour son armée ; dans un pays où personne ne regrette ces dépenses, où personne ne demande l'équivalent de ces économies que tant de gens exigeaient de l'Empire, régime militaire pourtant ; dans un pays où le service obligatoire est accepté sans résistance, et même populaire, il est enfantin de représenter l'armée comme une victime et ses officiers comme des persécutés. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Un certain nombre de journaux, dont on peut apprécier par là la sûreté d'information, avaient prétendu que c'était par le ministère des affaires étrangères que nous avions reçu communication de la déposition de M. Maurice Paléologue devant les Chambres réunies.

L'Agence Havas a pris la peine de démentir cette fantaisie aussi saugrenue que celle qui avait attribué à la fille de l'un des ministres, et non des moindres, la divulgation de l'enquête de la Cour de cassation.

Nous nous en voudrions, quant à nous, de perdre notre temps à relever d'aussi ineptes inventions. Mais puisque le Conseil des ministres, dans sa séance d'hier, a décidé d'ouvrir une nouvelle enquête sur notre publication, il lui est loisible de se renseigner auprès de ces excellents confrères si au courant de ce qui se passe chez nous.

Nul doute qu'ils ne se fassent un devoir de faciliter l'œuvre de la police et du Parquet, et l'enquête ne saurait se passer d'aussi précieux indicateurs.

M. Perras, sénateur du Rhône, décédé hier subitement, appartenait à la série renouvelable au mois de janvier 1900. L'élection de son remplaçant devant se faire dans les trois mois qui suivent la vacance du siège s'effectuera dans les courants et vraisemblablement vers la fin de juillet. Le nouvel élu recevra donc un mandat de cinq mois seulement et devra

se soumettre à la réélection au début de l'année prochaine. En outre, comme le Parlement entrera en vacances au moment de son élection, ce nouveau sénateur ne pourra siéger effectivement que dans la session d'automne, c'est-à-dire pendant deux mois au plus.

Tel sera, à peu de chose près, le cas du sénateur que le département de la Seine va élire le 28 mai prochain par suite de l'attribution à ce département du siège d'inamovible devenu vacant par le décès de M. Krantz.

Ces deux élections sénatoriales, celle de la Seine et celle du Rhône, seront vraisemblablement les dernières qui auront lieu cette année. La loi prescrit, en effet, qu'il ne doit être procédé à aucune élection partielle dans la période de six mois qui précède un renouvellement triennal. C'est le 1^{er} juillet prochain que s'ouvre cette période d'interdiction : il ne peut plus y avoir d'élection cette année que pour les sièges sénatoriaux qui pourraient devenir vacants d'aujourd'hui au 30 juin prochain.

Tandis que l'envoyé du roi d'Italie en France, M. Luzzati, accomplit à cette heure une œuvre utile à la reprise des rapports commerciaux entre les deux pays, nous avons à Rome deux hommes qui, de leur côté, sur un terrain tout différent, font mieux que les plus habiles diplomates. Nous voulons parler de M. Guillaume, directeur de la Villa Médicis, et de M. l'abbé Duchesne, directeur de l'Ecole française d'archéologie.

M. Leygues, qui voyage en ce moment là-bas, non pas en simple touriste, mais avec l'intelligence et le tact d'un homme de gouvernement, a dû se rendre compte que la science et l'art peuvent être à l'occasion un puissant facteur dans les choses de la politique étrangère.

Notre ministre recevra aujourd'hui, au Pincio, la visite du roi et de la reine d'Italie. Comme d'habitude et d'après une tradition établie par M. Guillaume et soigneusement entretenue par notre directeur des beaux-arts, M. Roujon, leurs Majestés viendront inaugurer l'exposition annuelle des œuvres préparées par les pensionnaires de l'Ecole de Rome, et une soirée sera donnée en leur honneur où seront exécutées les partitions de nos jeunes musiciens.

C'est ainsi que la Villa Médicis et le palais Farnèse sont devenus, grâce à M. Guillaume et à M. l'abbé Duchesne, le rendez-vous de la haute société romaine ; les plus brillantes personnalités politiques, artistiques et littéraires de Rome s'y rencontrent. On apprend là à aimer la France, sous le couvert de la science et de l'art.

Le Comité du monument d'Alexandre Dumas fils s'est réuni avant-hier et a pris connaissance de l'état actuel de la souscription dont le chiffre monte tous les jours.

Ce chiffre, non compris la part de l'Etat, s'élève aujourd'hui exactement à soixante-quatre mille deux cent trente francs. Il permet largement d'entrer dans la voie d'exécution du monument.

Le Comité a donc décidé de demander à l'Etat de désigner officiellement lui-même le sculpteur qui en sera chargé.

D'accord avec la famille d'Alexandre Dumas et selon les préférences du Comité, c'est M. de Saint-Marceaux, à qui déjà une maquette avait été demandée, qu'on propose à son choix.

MM. Victorien Sardou, Gérôme, Harard et Georges Berger doivent se rendre la semaine prochaine dans l'atelier de l'éminent artiste pour voir son projet destiné à la place des Trois-Dumas.

Quant à la statue du général Dumas, œuvre du jeune sculpteur Alphonse Moncel, la maquette en est également proposée au choix de l'Etat.

La fête russe du 6 mai.

Nous donnons les grandes lignes du programme du concert qui aura lieu le samedi 6 mai, en matinée, au théâtre du Châtelet, au profit de la Société de bienfaisance russe présidée par la princesse Ouroussoff.

C'est avec le concours de l'orchestre dirigé par M. Colonne que la magistrale « Symphonie de Tchaikowski, dernière œuvre du regretté maître de la musique russe moderne, ouvrira ce concert, et sera suivie par le Concerto en mi de Chopin, exécuté avec orchestre par M. de Radwan, pianiste dont le grand mérite n'a pu être apprécié jusqu'ici que par un petit nombre d'amateurs dans les quelques salons où l'on fait de la musique sérieuse. M. de Radwan ne se faisant entendre que très rarement en public.

Puis viendra un intermède de danses anciennes, et enfin une importante partie vocale où l'on entendra Mlle Litvinne et M. Delmas. La grande cantatrice chantera un monologue de la *Judith* de Séverin, dont l'œuvre est entièrement inédite en France ; M. Delmas, un air de la *Vie pour le Tsar*, de Glinka, et enfin on entendra le duo de Glinke et de Bruneilde du *Sigurd* de Reyer, chanté par les deux éminents artistes.

Les détails de ce programme vont être publiés en même temps que commencera la vente des billets disponibles au Châtelet et chez Durand, place de la Madeleine.

Un grand nombre de places ont été retenues d'avance à l'ambassade de Russie, avec l'élan qui se produit à Paris pour toute œuvre charitable et vraiment artistique. Beaucoup de personnes qui ont pris des loges, comme M. Chauchard (qui a été le premier souscripteur), le duc de Leuchtenberg, S. A. I. Mme la princesse Mathilde, la comtesse d'Haussonville, la comtesse de Béarn, la comtesse de Pourtalès, la princesse de Brancovan, Mme Maurice Ephrussi, Mme Henri Germain, Mme Pallain, Mme de Verneuil, ont généreusement souscrit ces loges à raison de 500 francs chaque, pour les pauvres russes, plus nombreux qu'on ne croit dans ce Paris qui attire tant d'étrangers cherchant du travail.

Le prix de l'orchestre et des balcons est de 25 francs.

Toutes les autres places restent aux prix habituels des concerts Colonne, afin que tout le public musical parisien puisse prendre part à cette fête artistique.

La lecture du *Bulletin municipal officiel* est amusante... quelquefois.

C'est ainsi, par exemple, qu'en relisant dans le texte officiel le toast prononcé par M. Adrien Veber lors du déjeuner offert à M. Lelianoff, maire de Saint-Petersbourg, nous constatons que la capitale de la Russie y est nommée deux fois par le simple mot de *Petersbourg*, alors que dans tout le reste du compte rendu de la cérémonie la ville de Saint-Petersbourg a conservé sa dénomination entière.

L'habile vice-président du Conseil municipal a-t-il voulu, par cette petite concession, apaiser les farouches électeurs des Grandes-Carrières, mécontents de le voir accueillir le représentant d'un pays monarchiste ? Dans ce cas, il est probable que l'on ne s'arrêtera pas là. A quand le baptême du boulevard Denis et de la porte Martin ?

On vient de fermer le fameux Château-Rouge de la rue Galande. On le démolit, une rue nouvelle passera bientôt sur ses ruines.

Il fut un temps où tous les mémoires de grands politiciens qui se respectaient racontaient, avec force détails pittoresques, quelque visite de grand-duc ou de prince royal au Château-Rouge. C'était un bon chapitre tout trouvé sur ce qu'on est convenu d'appeler les bas-fonds parisiens.

S'il est vrai que quelque Altesse se soit jamais aventurée en l'arrière-boutique du mastroquet que fut le Château-Rouge, elle a dû certainement regretter son déplacement.

Avant qu'en tombent les murs, nous avons voulu nous aussi faire une visite à ce bouge.

Rien n'est plus banal, sauf peut-être une petite pièce mal éclairée sur une cour, où l'on aperçoit dans le demi-jour deux panneaux grossièrement peints à fresque par un habitué du lieu : l'Arrestation et la Confrontation.

Les gendarmes et les juges y ont d'honnêtes figures, l'assassin est repugnant : c'est presque moral !

Il y a encore un troisième panneau assez curieux : les têtes d'assassins célèbres avant et après l'opération de M. Deibler.

C'est tout. Carnavalet a pris quelques photographies. Cela ne vaut pas plus vraiment.

Les nombreux admirateurs d'Alphonse Daudet font un succès considérable aux *Notes sur la Vie*, que vient de publier l'éditeur Fasquelle en un volume de la Bibliothèque-Charpentier. Outre d'intéressants scénarios de romans, de fines et parfois cruelles observations, ce livre contient tout ce que l'illustre maître avait écrit de la *Caravane*, l'œuvre à laquelle il travaillait quand la mort est venue le surprendre.

Entendu chez Ritz, à dîner : — Il n'y a pas à dire, Paris devient une « ville de Saison » comme Monte-Carlo et Londres !

Observation très juste et qui devait naître dans la célèbre maison de la place Vendôme, où l'on pouvait voir ce soir-là le duc et la duchesse de Connaught, l'infante Eulalie, le prince Henri d'Orléans, le duc de Leuchtenberg, le comte de Gailfiff, les barons Oppenheim, la comtesse Dudley, MM. R. Lebaudy, Benjamin-Constant, Mackay, Vagliano, Mme Yurbe, le baron et la baronne de Gunzbourg, lord et lady Burton, etc.

Hors Paris

De notre correspondant de Cherbourg :

« Le yacht de l'amirauté anglaise *Enchantress* et le vapeur du Trinity House, *Irene*, qui doivent ramener la reine Victoria en Angleterre, arriveront à Cherbourg mardi dans l'après-midi. Le yacht *Osborn* ne viendra pas cette année. »

« L'escadille britannique reprendra la mer jeudi matin, à destination de Portsmouth. »

Un Etablissement constitué comme les Grands Thermes de Dax est un bienfait pour les rhumatisants et les névralgiques. Celui-là contient tout, jusqu'à des moyens de promenade en cas de mauvais temps, car c'est une vraie promenade qu'offrent les vastes Galeries intérieures si saines, si spacieuses, si habilement ventilées !

Nous disions l'autre jour que pendant la Saison Dieppe et Paris ne faisaient qu'un. Le fait est que, grâce aux progrès réalisés par la Compagnie de l'Ouest, la durée du trajet est maintenant réduite à trois heures. Or, la mer à trois heures de Paris, c'est en quelque sorte Paris porté de mer !

Nouvelles à la Main

Rencontre.
— Où allez-vous de ce pas ?
— Rue Duphot.
— Chut !... Ne parlons pas de ça !

Un monsieur en quête d'un appartement en trouve un à sa convenance.

Après avoir énoncé le prix, la concierge ajoute :
— Monsieur passe sans doute l'été à la campagne ?

— Non, je ne m'absente jamais.
— Alors, c'est vingt francs de plus pour l'usure du tapis !

Le Masque de Fer

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA
COUR DE CASSATION

(SUITE)

SUITE DE LA DÉPOSITION

DE

M. le commandant Esterhazy

SÉANCE DU 24 JANVIER 1899

Le commandant Esterhazy. — Je crois avoir établi par le récit d'hier que j'ai été couvert par les hauts chefs de l'armée ; que ce n'est pas moi qui suis allé à eux, ce sont eux qui sont venus à moi.

Ce n'est pas moi qui ai demandé appui ou secours à M. le chef de l'état-major de l'armée et aux officiers généraux placés sous ses ordres. Pas plus que ce n'est moi qui les ai invités à choisir mon défenseur comme conseil, afin de se tenir avec moi en communauté constante de direction.

Et ce n'est pas moi, non plus, qui ai sollicité les ordres et la ligne de conduite jusqu'en juillet 1898, qu'on m'a dictés en tous points et que j'ai fidèlement suivis.

Si j'ai jamais commis un acte coupable, même un acte illicite (ce contre quoi je proteste encore de toutes mes forces), ils sont mes complices. Et s'il est besoin d'en faire d'autres preuves, si j'y suis contraint, ces preuves, je les ferai.

Je vous ai juré hier, au moment de prêter serment, de parler sans haine et sans crainte. Je dirai la vérité, puisque je n'aurai aucun fait que je ne puisse prouver ; je parlerai sans crainte, car je n'ai peur de personne au monde ; mais quand vous aurez connu les faits qui ont suivi, vous comprendrez que je ne peux pas, à l'égard de M. Cavaignac, dire, quels que soient mes efforts, que je parlerai sans haine.

J'ai été couvert jusqu'en juillet 1898 par mes chefs d'une manière complète. Lorsqu'il fut question de la constitution du cabinet Brisson, je fus prévenu qu'une des premières promesses qui avaient été faites était celle de me payer. Les amis que j'avais parmi les antidreyfusistes attendaient M. Cavaignac comme le Messie. Un de ses camarades de promotion à l'Ecole polytechnique m'avait fait de lui une peinture moins que rassurante.

Lors de son arrivée, sachant la tourmente qu'il inspirait dans les bureaux de la guerre, où on le considérait comme Robespierre ou Saint-Just, je pensai qu'on lui cacherait beaucoup de choses ; je lui demandai une audience ; j'étais, en effet, ce que serait une chose utile et intéressante pour lui de me voir, de savoir qui j'étais et ce que je pouvais avoir dans le ventre.

Je ne reçus pas de réponse.

J'allai alors voir le général de Pellieux et je lui dis qu'il y avait beaucoup de choses très graves dont je ne lui avais jamais soufflé mot (fidèle en cela aux engagements que j'avais pris vis-à-vis de fierces personnes auxquelles j'ai fait allusion la note de M. le colonel du Paty que j'ai eu l'honneur de remettre hier à la Cour).

Je trouvai M. le général de Pellieux dans des dispositions telles qu'il me parut impossible d'entrer avec lui dans de plus grands détails.

Cependant il me proposa d'en parler au général de Boisdeffre.

Je lui dis : — Certainement. Il est nécessaire que la situation soit bien nette. J'en ai assez de cette situation. Je ne demande pas mieux que de voir le général de Boisdeffre.

Ceci se passait le 3 juillet. Sur ces entrefaites, M. Tézenas me proposa de voir M. Cavaignac.

Je le remerciai, j'acceptai, et M. Tézenas fut reçu par M. Cavaignac.

Le 7 juillet, M. Cavaignac annonçait à la tribune de la Chambre que je serais puni des peines disciplinaires que j'avais méritées, préjugant ainsi les décisions des juges, qui n'étaient même pas encore désignés.

M. le général de Boisdeffre et M. le général Rogat chef du cabinet du ministre, savaient cependant, et cela d'une façon certaine, que je n'étais pas l'auteur responsable des lettres au Président de la République, de l'article *Dixi* de la *Libre Parole*, des communications à la Presse, tous faits pour lesquels on me traduisait devant un Conseil d'enquête.

</

en réforme — le Conseil a déclaré que j'étais coupable d'inconduite.

J'aurais dû bénéficier de la minorité de faveur.

Recours est formé par moi contre cette décision et contre les procédés employés pour y arriver.

Quant à la question d'inconduite, ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire observer au général Florentin, il y avait de longs mois que tout cela était connu. Non seulement mes chefs n'avaient rien trouvé à redire, ainsi que je puis l'établir, mais la façon dont on avait eu recours aux services de Mme Pays prouvait à quel point les autorités militaires les plus élevées étaient absolument au courant et admettaient cette situation.

Contre cette décision du ministre de la guerre, j'apportais de nombreuses preuves.

A la Cour, je ne veux donner que la preuve de la manière dont on a opéré. J'avais été convoqué par lettre où j'étais appelé : « Commandant. »

Entre deux séances du Conseil d'enquête (car ce Conseil dura quatre jours, ce qui n'est jamais vu), je reçus, le 26 août, une lettre du colonel rapporteur.

Dans la séance du 24, j'avais demandé à ce que M. Tézenas fût entendu, et j'avais dit que je produirais un document montrant M. le général de Boisdeffre et attestant la façon dont j'avais été mené par l'état-major de l'armée.

Cette lettre lui vint; je la déposai; j'y redeviens « mon cher commandant ». C'est une déclaration que le témoin que j'ai cité (M. Tézenas) ne sera entendu qu'à la condition de remettre, avant sa déposition, le document au président du Conseil.

J'avais fait citer M. Tézenas, d'abord, pour qu'il attestât les relations des officiers généraux de l'état-major de l'armée avec moi; ensuite, pour qu'il attestât l'exactitude d'une phrase qui avait été dite relativement à une partie liée devant être gagnée ou perdue ensemble.

Je refusai de me dessaisir de ce document, et je refusai de le remettre.

Je consentis seulement à en donner lecture, et j'en exhibai la photographie. Il était évident qu'on cherchait, en me dessaisissant, à dégrader certaines responsabilités.

C'est dans ces conditions que fut prononcée ma mise en réforme, par conséquent par des moyens iniques, illégaux et par des manœuvres qui constituent plus qu'une pression.

Je dois dire que j'étais prévenu d'avance, car, au cours de ma détention à la Santé, M. Cavaignac avait dit à M. Tézenas qu'il était absolument résolu à me casser les reins.

Cette mise en réforme, faite dans de telles conditions, est d'autant plus abominable que non seulement elle m'a déshonoré, mais qu'elle m'a privé de ma retraite à laquelle me donnait droit vingt-neuf ans de service.

J'aurais l'honneur de faire parvenir à la Cour des notes sur ces services, dont je tiens les originaux à sa disposition, et qui lui montreront le soldat que j'ai été pendant près de trente ans.

Cet acte est d'autant plus abominable que M. Cavaignac avait, de source sûre, que moi-même j'étais tout seul, même malgré ma séparation, vivre ma femme et mes enfants monstrueusement abandonnés par la famille puissamment riche de Mme Esterhazy. M. Robinet de Cléry, conseil de Mme Esterhazy, M. Tézenas et M. Cabanes, mes conseils, peuvent attester et sont prêts à attester à la Cour la scrupuleuse exactitude de ce que j'affirme.

Que serait-il arrivé si, cédant aux invasions qui m'ont été faites entre les deux séances du Conseil d'enquête, je m'étais dessaisi?

Je n'en sais rien. Mais, en tout cas, je n'aurais pu hier vous produire cette pièce et prouver, par elle, que les officiers de l'état-major de l'armée et le général de Boisdeffre, qui y est nommé, se considéraient comme tenus de me défendre contre les monstrueuses accusations de Picquart, qui, comme je l'ai dit tout à l'heure, les constitueraient mes complices si j'étais coupable.

Après ma mise en réforme, comme je leur refusai les documents, il faut encore me perdre à tout prix; et alors seulement s'ouvre contre moi l'information pour escroquerie sur la plainte de mon cousin Christian.

Cette information est confiée à M. le juge d'instruction Bertulus, après une ordonnance de non-lieu de la Chambre des mises en accusation qui constate expressément, en termes formels, que les déclarations de mon cousin ne méritent aucune créance.

Mais il y a mieux, une enquête faite au ministère de la guerre, sous le ministère de M. Cavaignac, a établi et démontré que les déclarations de Christian ont été provoquées et amenées par des amis de Picquart, dont je ne prononcerais pas les noms pour le moment. Des avocats conseils du ministère de la guerre pourraient au besoin, dès aujourd'hui, confirmer le fait.

J'aurais l'honneur d'envoyer à la Cour la copie de la lettre que j'ai adressée, le 4 septembre 1898, à M. le ministre de la guerre, et que vous avez été joindre à ma déposition, dont je vous donne lecture et qui a paru, tronquée, dans le Temps du 14 janvier 1899.

J'ai oublié de dire que j'ai demandé à M. Cavaignac une seconde audience vers le 16 août, et cela sans résultat.

Le président. — L'exposé que vous venez de terminer me ramène à la question que je vous adressais au début de votre déposition, et à laquelle vous n'avez pas répondu.

Vous nous avez dit, dans votre lettre du 13 janvier, que vous aviez eu, en 1894 et 1895, des rapports avec le colonel Sandherr, et que vous aviez été son intermédiaire auprès d'un agent militaire étranger. Veuillez vous expliquer à cet égard?

Le commandant Esterhazy. — Je n'ai rien à ajouter à la déclaration faite par écrit, et sous la foi du serment, dans ma lettre du 13 janvier.

Je l'ai faite librement, de mon plein gré, rien ne m'y forçant.

Je ne suis pas un imbécile, et j'ai dit la vérité.

Je jette les petits pour sauver les gros. C'est leur affaire.

Je ne veux encore rien dire.

Je ferai cependant remarquer à la Cour que, dans l'interrogatoire que M. Cavaignac — peu susceptible de bienveillance à mon égard — fit subir au colonel Henry, le colonel Henry déclara que je connaissais Sandherr, et qu'il m'avait vu, lui, Henry, apporter, une fois au moins, des documents au colonel Sandherr.

Ces documents, je ne les avais pas trouvés dans la rue!

Henry aurait pu être beaucoup plus explicite, parce qu'il savait très bien tous les services considérables que j'ai rendus à Sandherr et à mon pays.

Quand je dis qu'Henry eût dû être plus explicite, je crois qu'il l'a été.

Cet interrogatoire est étrange. On n'a pas trouvé moyen de le lui faire signer.

On a pu en retrancher tout ce qu'on a voulu, et je ferai simplement remarquer à la Cour — sans aucun autre commentaire — qu'au moment précis où le colonel Henry disparaissait j'étais frappé et obligé de passer la frontière pour assurer ma liberté.

Le président. — Pourquoi la Cour puisse apprécier le degré de confiance qu'elle doit, suivant vous, accorder à votre déclaration il faudrait, tout au moins, qu'elle entrât dans certains détails, ou qu'elle fût appuyée de certaines preuves qui pussent lui faciliter cette appréciation.

Le vague dans lequel vous vous renfermez n'est guère compatible avec le serment que vous avez fait de dire toute la vérité?

Le commandant Esterhazy. — Je me tais pour cette raison — sur laquelle je suis peiné d'avoir à revenir aujourd'hui — que j'ai énoncée hier en commençant ma déposition : je suis ici, comme à la fois bien dit M. le président, témoin exceptionnel, car je crois qu'il est unique qu'un homme soit témoin dans une affaire où, au fond, il est accusé dans les conditions où je le suis.

M. le président a bien voulu me dire, hier, que je n'encourais aucun risque de condamnation effective. La prison ne fait pas la honte. Et c'est une libération qui, tout le monde le sent, doit sortir pour moi de ces débats.

Accusé! je veux l'être tout entier, et avec toutes les garanties pour ma défense que la loi me donne!

Cette instruction se poursuit à huis clos. Les charges, ou les prétendues charges recueillies contre moi, je les ignore, je ne les connais pas par l'acte de la Cour, et les témoins à charge sont entendus sans que je puisse, moi, l'accusé véritable, faire entendre les témoins à décharge!

De ces témoins à charge, il y en a évidemment beaucoup que j'ignore; il y en a quelques-uns que je connais.

Je demanderai la permission d'en dire un mot.

C'est Weil, mon camarade d'enfance, à qui j'ai rendu tant de services, celui qui, quand j'étais heureux et honoré, était trop fier de se montrer avec moi; Weil qui, à la suite de la guerre, un dossier que je connaissais, contre lequel je l'ai toujours défendu; Weil pour qui j'ai failli deux fois mettre l'épée à la main; Weil que, sur ses appels pressants, j'ai arraché, suant la peur, des mains de mon ami le marquis de Morès qui n'en aurait fait qu'une bouchée, ce après quoi il m'écrivait des lettres dithyrambiques de gratitude.

C'est le colonel Curé, l'ami de Picquart — comme le prouve la lettre de du Paty de Clam — qui caressait mes petites filles quand il aidait l'autre à manigancer ses histoires, que j'ai traité par écrit de lâche et de drôle, et qui a été demander protection à mon général contre moi, comme un enfant de quatre ans qui s'adresserait à sa bonne.

C'est M. le juge d'instruction Bertulus qui, après m'avoir traité comme il l'a fait, oublie qu'un juge n'a pas le droit de témoigner contre un homme contre lequel il instruit.

C'est M. Jules Roche qui ne m'a que des obligations; je l'avais rencontré à dîner chez le général Grenier dont j'ai été longtemps l'officier d'ordonnance; un jour, M. Jules Roche demanda à M. Grenier de lui faire connaître un officier capable de lui donner des renseignements (il était alors membre de la Commission de l'armée et rapporteur du budget de la guerre); je vais le trouver; je me mets à sa disposition; je lui mène toute sa besogne; tout ce qu'il a dit sur les habiletés, sur les masses, sur les effectifs, tout est de moi. Il passe pour un écrivain militaire, et par un phénomène étrange, par parenthèse, quand je le vois après qu'il a expliqué tout cela si clairement à la tribune, je m'aperçois qu'il n'y comprend rien du tout. M. Roche, quand arrivent les affaires de Panama, est insulté par tout le monde. Moi qui ne le connais que par les services que je lui ai rendus, j'affecte d'aller le voir et je me fais dire des choses désagréables par ma famille, pour de telles relations.

Voilà les gens qui viennent déposer contre moi avec toute la lâcheté et la bassesse qu'on peut attendre d'eux.

Ce que j'avais à dire sur mes relations avec l'état-major de l'armée, pour la façon dont on avait agi avec moi, je ne voulais pas le publier aux quatre coins de l'Europe.

J'ai trop vu à l'étranger, où je viens de vivre, la joie que tous les ennemis de la France éprouvent des événements qui se passent.

Je tenais à les faire connaître à la plus haute magistrature de mon pays.

C'est pour cela que j'ai tant insisté pour venir et être entendu lorsque la Cour ne me faisait pas l'honneur de me convoquer.

Ainsi que je l'ai dit à la Cour hier, cette déclaration faite, accusé, je ne répondrai que comme accusé.

Le président. — Il est un point encore que je dois retenir de votre lettre.

Vous dites que vous formulez comme témoin, et sous la foi du serment, les déclarations suivantes, dont vous auriez apporté les preuves écrites si on vous l'avait permis. Il me semble qu'aujourd'hui rien ne s'opposerait à la production de ces preuves, que vous avez en quelque sorte offertes.

D'autre part, vous dites que vous n'avez agi que dans l'intérêt de la France et que vous avez pu fournir au colonel Sandherr des renseignements du plus haut intérêt, et combattre utilement des agissements dont l'auteur était bien connu.

Il serait donc de votre propre intérêt, même sur ce terrain sur lequel vous

placez, d'atténuer par vos explications le fait que vous reconnaissez, dans votre lettre, d'avoir été l'intermédiaire entre le colonel Sandherr et un agent étranger!

Le commandant Esterhazy. — Je n'ai rien à ajouter.

Demande posée par un conseiller. — Dans votre lettre du 13 janvier, alors que vous ignoriez que toutes les facilités vous seraient données de comparaître devant la Cour, vous avez déclaré ce qui suit : « Si on m'avait permis de me présenter, j'aurais fait les déclarations suivantes, dont j'aurais apporté les preuves écrites. » Avez-vous les preuves écrites à l'appui de votre témoignage?

Le commandant Esterhazy. — En Hollande ma situation d'accusé apparaît nettement.

De toutes les conversations que j'ai eues depuis que je suis arrivé à Paris, elle ressort plus nettement encore, en dehors de ce que j'ai dit et de ce que je voulais dire; je ne répondrai sur tous les points d'instruction que comme accusé, et avec les garanties auxquelles j'ai droit comme tel.

Le président. — Vous avez clairement laissé entendre dans votre lettre que vous aviez de graves preuves contre Dreyfus de la trahison commise par lui.

Pouvez-vous vous expliquer à cet égard?

Le commandant Esterhazy. — J'ai fait la déclaration que je voulais faire en ma qualité de témoin.

Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir la vérité des faits que j'ai déclarés sous serment.

J'estime avoir de ces faits des preuves décisives; je les produirai quand je le voudrai. Comme témoin, j'ai dit ce que j'avais à dire. Comme accusé, je demande à consulter mes conseils sur les questions qui me seront posées.

Le président. — Vous savez que la charge principale en raison de laquelle Dreyfus a été condamné est un bordereau énonciatif d'un certain nombre de documents qu'il aurait livrés à une puissance étrangère.

Que pouvez-vous nous dire en ce qui concerne le bordereau?

Le commandant Esterhazy. — Le premier Conseil de guerre l'a attribué à Dreyfus; le deuxième Conseil ne me l'a pas attribué; on a déclaré qu'il n'était pas de moi.

Le président. — Cependant, vous avez vous-même, dans certains documents qui ont été saisis chez Mme Pays, paru reconnaître que l'écriture du bordereau avait été calquée par Dreyfus sur votre écriture?

Le commandant Esterhazy. — La question du bordereau est une de celles qui ont été jugées par le Conseil de guerre de 1898; j'estime ne pas avoir à répondre à cette question.

Le président. — Le bordereau est écrit sur un papier d'une nature particulière. Connaissez-vous ce papier? Vous n'en avez jamais été soumis? Je vous représente ici l'original du bordereau?

Le commandant Esterhazy. — Je le reconnais; seulement il a changé de ton.

Le président. — Avez-vous à l'époque où ce bordereau a été écrit, c'est-à-dire d'après la date qu'on lui assigne, au courant de l'été 1894, du papier semblable à celui du bordereau?

Le commandant Esterhazy. — J'ai lu qu'on avait saisi des lettres de moi écrites sur du papier analogue à celui du bordereau. J'ignore si le fait est exact.

J'ai toujours eu et je cherche encore à avoir du papier très mince, et des papiers militaires, j'avais toujours de ces papiers minces et quadrillés qu'on trouve à bon marché, qui sont très commodes, parce qu'ils offrent un petit volume, et qui permettent au besoin, avec leurs quadrillages qui tiennent lieu de graduation, et leur transparence, de décalquer aux manœuvres un bout de carte, ou de faire un travail analogue.

J'ai lu dans un journal anglais qu'on avait trouvé que le papier du bordereau et celui des lettres qu'on aurait saisies de moi étaient semblables.

J'ai même lu qu'ils étaient de la même cuve.

Je me suis renseigné chez un marchand de papier à Londres et étant donné ce que représente une cuve, j'affirme que je n'ai eu de cette cuve (si identité de cuve il y a) qu'une partie infinitésimale.

Je ferai remarquer seulement que j'écris presque toujours sur du papier mince, et si par hasard on avait eu l'idée de vouloir se servir du même papier que moi, il n'eût pas été difficile de s'en procurer.

Le président. — Je vous représente une lettre datée de Courbevoie du 17 avril 1892, signée de votre nom et adressée par vous au sieur Rieu, tailleur, 24, rue Richelieu.

La reconnaissez-vous?

Le commandant Esterhazy. — Oui, je reconnais cette lettre.

Le président. — Je vous en soumet une seconde datée de Rouen du 17 août 1894, également signée de vous, et qui a été saisie chez M. Callé, huissier.

La reconnaissez-vous?

Le commandant Esterhazy. — Oui, je crois que cette lettre est de moi.

Le président. — Ces deux lettres sont écrites sur du papier pelure quadrillé.

Elles ont été soumises à l'examen de trois experts, qui se sont expliqués dans un rapport en date du 26 novembre 1898, des conclusions duquel je vous donne lecture, conclusions dont je consigne ci-dessous le résumé : « La pièce dite du bordereau, la lettre du 17 août 1894 et la lettre du 17 avril 1892 nous présentent les caractères de la plus grande similitude. »

Avez-vous quelques observations à présenter sur ce rapport?

Le commandant Esterhazy. — En ce qui concerne ce point, je m'en réfère aux déclarations de mes lettres, c'est-à-dire aux deux jugements des Conseils de guerre.

Quant aux dires des experts, je n'y connais absolument rien.

Je puis dire seulement que le papier que vous m'avez présenté comme venant de moi était du papier très bon marché, très commun et tel qu'on en trouve partout.

Le président. — N'auriez-vous pas, à différentes reprises, reconnu que vous étiez l'auteur du bordereau?

Notamment au cours du procès Zola, dans les couloirs même du Palais de justice, en disant devant M. Chincholle que vous étiez effectivement l'auteur de ce document?

Le commandant Esterhazy. — Je ne

connais pas M. Chincholle. J'ai lu cette histoire en Angleterre. M. Chincholle a menti. Jamais je n'ai tenu un pareil propos.

Je ne suis jamais sorti seul de la salle des témoins où il y avait des officiers que trois fois : une fois pour parler à M. Weil, une autre fois pour parler à M. Georges Thiébaud, et une autre fois pour m'entretenir avec M. Auffray.

J'ai affecté, au contraire, de ne pas quitter la salle où se trouvaient les officiers, et on a affecté de ne pas me la faire quitter.

Je ne suis descendu dans la salle des pas-perdus que deux fois : une fois sur l'ordre du général de Polieux, qui m'attendait dans la galerie de la place Dauphine; il était avec son officier d'ordonnance et entouré à quelque distance par de nombreux avocats; il m'a dit que le préfet de police l'avait prévenu que je voulais me livrer à des actes de violence au cours de l'audience, et qu'il me donnait l'ordre de me tenir tranquille.

La seconde fois, au cours d'une suspension, je me suis promené avec un des anciens camarades, qui est major de cuirassiers.

Toutes les fois qu'on s'en allait, je ne parlais jamais qu'encadré par des officiers.

Le président. — Vous savez que les journaux vous prêtent également des déclarations pouvant être considérées comme des aveux quant à l'origine du bordereau, déclarations que vous auriez faites à l'étranger à un nommé Strong.

Voudriez-vous vous expliquer à cet égard?

Le commandant Esterhazy. — M. Strong, que je ne connaissais pas du tout, m'a été présenté par un Anglais de mes amis, qui s'appelle M. Robert Sheppard, et qui est en ce moment à Paris.

Je vous en donnerai l'adresse.

M. Strong s'est mis à manifester pour moi et contre les dreyfusistes les sentiments les plus violents; il a prétendu que j'étais toujours pendu après lui, je puis faire entendre de nombreux témoins qui attesteront que c'est le contraire.

Je dois dire que M. Strong a comme amis intimes, avec lesquels il vit d'une façon constante, deux hommes de beaucoup d'esprit, lord Alfred Douglas et sir Oscar Wilde.

Comme, malgré qu'on m'ait chargé de tous les crimes et des vices du monde, je n'ai pas encore celui qui pourrait me rendre ces relations extrêmement agréables, je voyais M. Strong avec intérêt parce qu'il était très bien renseigné, qu'il mettait le journal anglais auquel il était attaché à ma disposition et à celle de mes chefs.

Quand est venue l'affaire du Conseil d'enquête, Strong a bondi de colère et d'indignation.

Quand je suis sorti de prison, il a été un des premiers à me féliciter, et, ce jour-là, il était parfaitement ivre, du reste : suivant son habitude, il avait fait une grande consommation de whisky.

Il me dit : « J'espère que vous voilà débarrassé de tous vos ennemis. »

Je répondis : « Non, je vais passer devant un Conseil d'enquête. »

C'est impossible. On ne peut pas vous traiter comme cela! Le Conseil d'enquête ne peut que vous acquitter! Je répondis à Strong que M. Cavaignac n'avait pas caché ses intentions à mon égard et que j'étais sûr que cela finirait mal pour moi.

Alors Strong me dit : « Qu'est-ce que vous allez faire? »

A ce moment (fin août) on parlait d'un soulèvement carliste en Navarre et je dis à Strong que j'allais aller là où aux Philippines.

Il me répondit : « Si vous voulez aller dans l'armée carliste, si elle se constitue, je pourrai vous être utile, mais en attendant, si le Conseil d'enquête vous condamne, il faut vous venger et faire à votre pays tout le mal possible. »

Je lui objectai que ce n'était pas du tout mon intention et qu'en attendant que je puisse prendre une orientation, je voudrais, le cas échéant, pouvoir me mettre à l'abri de ce que les menaces de M. Cavaignac me faisaient redouter en France, et que j'étais très embarrassé pour savoir où aller.

Strong me dit : « Venez en Angleterre. Il y a longtemps que je n'y suis allé; j'ai besoin d'y aller, et avec des articles à côté sur votre affaire, je me charge de vous trouver le moyen de gagner largement votre existence pendant que vous serez à Londres. »

Le soir de la séance du Conseil d'enquête, il m'annonça qu'il part et que si j'allais quelque chose à lui faire dire, je le préviens P. St-James street Fielders.

Je croyais que ce Fielders était au (sic) nom de Boarding house.

Il était à peine arrivé à Londres, que son secrétaire vient rue de Douai pour me prier de partir pour Londres; il me remet en même temps une dépêche de Strong me disant de presser mon départ. Je n'avais alors pas l'intention de partir, car je ne suis parti que le jour où Mme Pays a constaté tout d'un coup que la rue était pleine d'agents de la Sûreté.

Pendant tout le temps qui précéda mon départ, Strong n'a pas cessé journellement de me faire harceler de partir par son secrétaire.

Je me décidai subitement à partir devant cette invasion de ma rue, à deux heures de l'après-midi.

Je vais trouver deux de mes amis et je leur demande conseil : ils me disent (je venais d'apprendre la mort d'Henry).

Avec de pareils coquins, il n'y a que deux procédés, le revolver ou le départ. J'arrive à Bruxelles où j'allais pour être près de Paris et pour y rentrer rapidement suivant les événements.

Strong, qui avait appris par son secrétaire, lequel le tenait de Mme Pays, que j'étais parti, me fait accabler de lettres et de télégrammes par ledit secrétaire, et m'en adresse lui-même à Bruxelles, me pressant d'aller à Londres.

Je lui avais écrit que je voulais bien venir, que je voulais être sûr de l'y trouver, et que, comme j'étais sans argent, je voulais être assuré qu'il me trouverait des articles à côté me permettant de vivre jusqu'à la publication de mon livre à Londres; je lui demandai, en même temps, de m'y chercher un éditeur.

Comme il m'avait dit qu'il fallait débiter par quelque chose de bruyant, j'avais eu l'idée de publier dans les journaux anglais ma lettre à M. Cavaignac, ma lettre au procureur général, et une troisième lettre.

Je lui écrivis de Bruxelles pour lui an-

noncer que j'arrivais avec ce pétard « Descendez chez moi, » me télégraphia Strong.

En arrivant à Londres, je le trouvai installé dans une très jolie maison particulière.

Il fut extrêmement aimable, me dit qu'il avait trouvé un éditeur charmant, pour mon livre, et que tout allait bien.

J'allai chez l'éditeur avec lui et je lui dis : « En attendant que le livre paraisse, je veux écrire comme il est convenu. »

Strong me répondit : « Vous écrirez tout ce que vous voudrez dans l'Observer. J'ai vu le directeur, et vous allez m'écrire une lettre par laquelle vous me demanderez l'hospitalité du journal pour exposer vos idées. Mais il faut sortir quelque chose de sensationnel. »

Il me dit : « Faites une croix sur la France, et tapez dessus. »

La séance est levée.

PIÈCE ANNEXE

Pièce annexée à la déposition du commandant Esterhazy. C'est le texte complet de la lettre adressée au général Billot par le commandant Esterhazy le 25 octobre 1897 :

25 octobre 1897.

Monsieur le ministre de la guerre,

J'ai eu le chagrin aujourd'hui de ne pas être reçu par vous, mais suivant les instructions de M. le directeur de l'infanterie, j'ai l'honneur de vous adresser le récit de ce que j'ai dit à cet officier général, bien que je rougisse d'avoir, je ne dis pas à ma justification, mais d'avoir à fournir des explications sur cette abominable machination.

J'étais tranquillement chez moi à la campagne, lorsqu'il y a cinq jours, j'ai reçu la lettre anonyme ci-jointe. Mon premier mouvement a été de chercher ce colonel Picquart, dont je lisais le nom pour la première fois, et si je le trouvais, de le tuer : il n'était réellement pas à Paris. Je recueillis alors les renseignements publiés l'année dernière sur l'affaire Dreyfus et je constatai sur le bordereau publié par le journal le *Matin* que certains mots de ce bordereau étaient d'une ressemblance tellement frappante avec mon écriture qu'on les avait dit calqués.

Dans l'un des documents publiés à ce propos, j'ai vu que le bordereau avait été écrit sur du papier calque, je fus donc naturellement amené à penser qu'on s'était procuré de mon écriture et que Dreyfus s'en était servi pour fabriquer sa correspondance occulte, pour déjouer sur moi le scandale.

Je ne connaissais pas Dreyfus, mais, malheureusement pour moi, depuis longtemps mon écriture traîne chez les banquiers, les prêteurs d'argent, les bijoutiers, les gens avec lesquels Dreyfus pouvait avoir des accointances. — Néanmoins, cette explication ne me suffisait pas.

Au moment des duels Mayer, de Morès, Crémieux, etc., j'ai reçu de nombreuses lettres d'officiers israélites auxquels j'ai répondu par un mot de remerciement. Dreyfus était peut-être du nombre, mais je ne m'en souviens pas. D'ailleurs, cette explication ne me satisfaisait pas plus.

Je me souvins alors qu'un commencement de 1894, à une époque que je puis très bien préciser pour des motifs d'ordre intime, j'ai reçu d'un officier du ministère une demande de renseignements circonstanciés sur le rôle joué par la brigade de cavalerie que commandait mon père; cet officier avait un travail à faire sur ce sujet. Je lui envoyai une remise assez volumineuse. Sur ce document, je ne lui ai pas adressé au ministère; il est possible qu'elle soit tombée sous les yeux ou entre les mains de Dreyfus, soit qu'il lui ait été prêtée ou autrement. Il serait facile de se renseigner auprès de cet officier, le capitaine Brault, j'ai beau me creuser la tête, je ne vois pas d'autres explications.

Du reste, le simple examen du bordereau suffit à démontrer qu'un officier d'infanterie de troupe, assez peu répandu que moi dans le monde militaire, est dans l'impossibilité de se procurer ces documents ou d'avoir obtenu les renseignements secrets nécessaires pour les établir. Un seul a été entre mes mains, encore me suis-je sûr qu'il s'agit du Manuel de tir; il m'a été adressé par un officier israélite à une date bien postérieure aux seules manœuvres pour lesquelles j'ai été désigné, celles de 1894. Ces documents étaient destinés à me fournir des renseignements pour les conférences dont j'étais chargé à chaque instant et que je cherchais à rendre aussi intéressantes

de MM. François de Rancogne et Bonabe de Rougé.

Le Saint-Père avait envoyé sa bénédiction apostolique, et le Roi de Suède et Norvège une dépêche de félicitations aux mariés.

— Le R. P. Didon, Dominicain, béni, mardi prochain, à Notre-Dame des Champs, le mariage de M. Georges Crozier avec Mlle Gabrielle Delattre, fille de la baronne Paul Delattre.

— Le commandant Pierre Vidal a épousé Mme Arnaud Lauffer.

— Mgr l'évêque de Moulins a béni, en son église cathédrale, le mariage de M. Gabriel de Moulot de Villenaut avec Mlle Thérèse Renaud de Fréminville.

Les témoins étaient, pour le marié : MM. le comte de Saint-Innocent, son oncle, et le vicomte de Buxy de Mincour, son beau-frère ; pour la mariée : MM. E. Renaud de Fréminville, maréchal des logis au 26^e dragons, son frère, et le vicomte de Conny, son oncle.

— On vient de célébrer, à l'abbaye de Cénas, près d'Alais, le mariage de Mlle Gabrielle Mercier, fille de M. Mercier, consul de France à Damour (Égypte), avec M. Gabriel Dragoon, fils de M. Dragoon, consul impérial de Russie à Toulon.

Les témoins du marié étaient : MM. Rouillon, lieutenant de vaisseau, son beau-frère, et Darbel, consul d'Espagne à Toulon ; ceux de la mariée : MM. Jules Cazot, questeur du Sénat, et Crochet, banquier à Lyon.

La quête a été faite par Mlle Madeleine Veillon et Dragoon, accompagnées de M. de Robenier, lieutenant d'infanterie, et de M. Marbec, ingénieur de la marine.

— L'empereur de Russie vient de constituer une dot d'un million de roubles à la duchesse Jutta de Mecklenbourg-Strelitz, seconde fille du grand-duc héritier de Mecklenbourg-Strelitz et de la princesse Elisabeth d'Anhalt, fiancée au prince héritier du Monténégro.

DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Peras, sénateur du Rhône, décédé subitement à Cublize (Rhône), à l'âge de 64 ans. Il fut député de Villefrance en 1876, il fut nommé sénateur en 1885 ; — Du colonel Auguste-Charles Carpentier, décédé à Quimper, à l'âge de 64 ans ; — De la baronne de Saint-Genest, décédée à Cannes, où ses obsèques ont eu lieu en l'église Notre-Dame de Bon-Voyage. De très belles couronnes avaient été déposées sur son cercueil par le grand-duc Michel, la comtesse Torby, le prince de Nassau, la comtesse de Merenberg et la comtesse de Merenberg. L'inhumation aura lieu à Marseille ; — De la princesse Adèle Radziwill, fille du prince et de la princesse Mathias Radziwill, décédée à Rome, à l'âge de 19 ans. La défunte était la nièce des princes Charles, Constantin et Dominique Radziwill ; — De Mme veuve Cadelain, décédée hier à Camon, à l'âge de 104 ans.

Ferrari.

PAIN GRILLÉ JACQUET, 92, rue Richelieu CONTRE LES MALADIES D'ESTOMAC ET L'OBESITÉ

A l'Etranger

NOUVELLES

ITALIE

Rome, 28 avril. — On annonce que le mariage du prince Danilo de Monténégro avec la princesse de Mecklenbourg-Schwering sera célébré à Berlin et non à Vienne.

A moins d'empêchement imprévu, le prince et la princesse de Naples y assisteront, et le Tsar y sera représenté par un des grands-ducs.

A Alexandrie, en Piémont, vient de se constituer un Comité en vue d'organiser un congrès historique napoléonien, à l'occasion du centenaire de la célèbre bataille de Marengo, gagnée par le consul Bonaparte, le 14 juin 1800, sur les Autrichiens. Il y aura une exposition d'objets et de documents historiques relatifs à l'épopée napoléonienne. — FELIX.

ÉTATS-UNIS

EN VUE DE LA PAIX

Washington, 28 avril. — Le général Otis télégraphie ce matin au département de la guerre :

Le commandant général des insurgés a reçu pour instruction du gouvernement insurrectionnel, de suspendre les hostilités pendant les négociations entamées pour la fin de la guerre.

Des officiers de l'état-major des insurgés sont en route pour Manille, dans ce but.

D'autre part, le général Otis télégraphie aujourd'hui, de Manille :

Après avoir pris Calumpit, la division Mac-Arthur a traversé le Rio-Grande, en dépit de grands obstacles, et a chassé les forces concentrées des Philippines, pendant deux milles, dans la direction de la voie ferrée.

Mac-Arthur m'informe que le passage du Rio-Grande est un remarquable exploit militaire dont le succès est dû à l'aide, à l'habileté et à la détermination du colonel Austin, agissant sous le contrôle éclairé du général Wheaton.

Les pertes, qui sont faibles, n'ont pas encore été recensées.

Le chef de l'état-major du général commandant les insurgés est entré dans nos lignes, pour exprimer son admiration du merveilleux exploit accompli par l'armée américaine, en forçant le passage du Rio-Grande, qui était considéré comme impossible. Cet officier d'état-major annonce que le général commandant les insurgés a reçu de son gouvernement, l'ordre de suspendre les hostilités pendant les négociations pour la fin de la guerre. Cet officier et sa suite sont maintenant en route pour Manille, où ils ne tarderont pas à arriver.

Les troupes du général Lawton sont en bonne position près d'Angat, à l'est de Calumpit, où le général attend les approvisionnements qui lui seront envoyés demain.

Mille cinq cents insurgés, qui avaient attaqué nos troupes hier matin, à Taquig, ont été repoussés. Nous avons eu deux morts et douze blessés.

Cette dépêche du général Otis a été immédiatement télégraphiée au président Mac-Kinley, qui se trouve à Philadelphie.

Les fonctionnaires du département de la guerre croient que les hostilités sont à peu près terminées.

M. MAC KINLEY A BORD DU « RALEIGH »

Philadelphie, 28 avril. — M. Mac Kinley a visité le navire de guerre Raleigh, commandé par le capitaine Coghlan. Le capitaine lui a présenté l'équipage, disant que tous avaient fait la campagne de Manille.

M. Mac Kinley a passé l'équipage en revue et, se tenant la tête découverte, il adressa la parole au capitaine Coghlan et à ses hommes, et leur exprima le grand plaisir qu'il avait à leur souhaiter la bienvenue.

Il leur félicita de leur héroïsme et leur dit qu'il ne faisait que rendre les sentiments de 75 millions d'Américains ; ces sentiments s'étendent non seulement au grand amiral, mais aux membres plus humbles des équipages.

Le secrétaire de la marine a fait ensuite un discours aux marins. Puis le Président est reparti pour New-York.

LES CONDITIONS DE LA PAIX

Washington, 28 avril. — On dit dans les cercles les plus autorisés que les commissaires américains aux Philippines ont reçu pour instructions de traiter les insurgés avec la plus grande indulgence, lorsqu'il sera évident qu'ils ont bien les intentions de cesser les hostilités.

Les commissaires ne se montreront pas pointilleux en ce qui concerne les conditions.

Il sera promis aux insurgés qu'on ne leur tiendra pas rancune, qu'on ne les punira pas par des exécutions en masse et que les chefs ne perdront pas leurs biens.

Quelques fonctionnaires qui auraient à s'occuper des termes définitifs de la paix, semblent appréhender que le général Otis n'insiste trop pour une capitulation immédiate sans condition.

NOTRE PAGE MUSICALE

A l'un de nos derniers five o'clock — celui que nous avions organisé en l'honneur du roi de Suède — notre hôte royal se montra surpris et charmé de certaines mélodies grecques, que dans, avec une souplesse pleine de grâce, Mlle Sandrini, de l'Opéra. Ces mélodies, si étrangement belles par elles-mêmes, ont été d'autant plus appréciées par la harmonisation dont la richesse ne gêne en rien la forme primitive du chant.

Ce résultat précieux est dû au talent de M. Bourgaill-Ducoudray. Qu'il s'attache à faire revivre des œuvres disparues, ou qu'il écrive une œuvre moderne, il y déploie une érudition remarquable et une originalité parfois audacieuse peut-être, mais une originalité qui conserve toujours une enveloppe élégante et une allure hautaine.

Telle est l'impression que produisent ses grands ouvrages comme *Thamar*, la *Rhapsodie Camboïenne*, *l'Enterrement d'Ophélie*, et que nous ressentons encore dans ses moindres mélodies comme la *Plainte de l'Aveugle* dont il a bien voulu nous offrir la primeur.

René Laro.

UNE BICYCLETTE POUR ONZE FRANCS

Ne croyez pas à une plaisanterie. A l'aide d'une combinaison extrêmement simple et dont nous allons donner l'économie, tout le monde peut se procurer une bicyclette d'une marque excellente, réputée déjà en Angleterre et en Amérique, pour la somme de 11 francs. Voici comment.

L'Association coopérative des Cycles Cécile vous indiquera, sur votre demande, l'adresse d'un des souscripteurs de la première heure, qui vous vendra un coupon de 11 francs.

Muni de ce coupon, vous vous présenterez au bureau de l'administration, 59, rue de Châteaudun, et moyennant la somme de 55 francs, vous recevrez un titre de coopération auquel sont attachés cinq coupons de 11 francs, semblables à celui que vous venez d'être procuré.

Vous avez donc, à ce moment, déboursé la somme totale de 66 francs. Il vous reste alors à revendre à cinq de vos amis les cinq coupons de 11 francs, que vous détacherez de votre titre ; votre dépense de 55 francs vous sera ainsi remboursée.

Dès que vos cinq amis se seront, comme vous, présentés au siège de l'Association pour retirer un titre de coopération, vous entrerez en possession d'une machine de premier ordre, et telle qu'il n'y en a pas de supérieure sur le marché.

C'est, on le voit, d'une simplicité enfantine.

Il va sans dire que vos cinq amis n'auront qu'à procéder comme vous, et, de proche en proche, ce sera l'histoire de la balle de neige, à laquelle chacun trouvera son compte : nous tous qui aurons payé notre bicyclette 11 francs, et le fabricant qui aura, par un ingénieux procédé, fait de ses clients les meilleurs et les plus zélés agents de placement.

Et ce sera le plus récent bienfait de la coopération, cette force moderne, d'avoir mis vraiment à la disposition de toutes les bourses, par le moyen d'une combinaison aussi pratique qu'honnête, la reine bicyclette.

L'Association Coopérative des Cycles Cécile livre également un superbe motocycle par le même système de coopération.

REVUE DES JOURNAUX

M. Quesnay de Beaupré a publié dans l'*Echo de Paris*, ces jours derniers, à propos de la déposition de M. Forzineti, une lettre reçue au début de sa campagne et qui, dit-il, « offre cette garantie que l'auteur la signée, l'a datée et a donné son adresse ». Cette lettre était ainsi conçue :

Paris, 2 février 1899.

Monsieur, J'ai l'honneur de vous faire la simple communication suivante et, dans l'intérêt de la vérité et pour l'appréciation des témoignages.

En 1894, alors que Dreyfus était détenu au Cherche-Midi, et alors qu'il croyait au secret, Mme Forzineti venait voir son mari avec la permission et la connivence du commandant Forzineti.

Un jour, Mme X... (le nom est en toutes lettres), femme du professeur de l'Université, amie de Mme Forzineti, se trouvait chez cette dernière. On sonna ; la petite Forzineti alla voir et revint en disant : « C'est Mme Dreyfus qui vient voir son mari. La vérité sort de la bouche des enfants. Cette enfant avait deviné le secret. Cela a beaucoup frappé Mme X... qui le répéta à son mari. Mme Dreyfus venait comme épouse et peut-être comme messagère de... (ici des noms).

Voilà comment le commandant Forzineti observait sa consigne.

De plus, il est de notoriété que les petites Forzineti ont, depuis, passé leurs vacances à la campagne de Mme Dreyfus. Ce dernier fait est facile à vérifier.

Veillez agréer, etc.

M. Forzineti a répondu par la lettre suivante adressée à l'*Echo de Paris* et communiquée au Temps :

Ce lundi 24 avril.

A monsieur Valentin Simond, directeur de l'*Echo de Paris*.

Monsieur le directeur, Dans votre numéro en date d'hier dimanche, M. Quesnay de Beaupré a fait, à propos de la publication devant la Cour criminelle, l'écho de calomnies auxquelles il est de mon droit et de mon devoir de répondre.

A l'appui de ses appréciations injurieuses, votre collaborateur publie une lettre anonyme « dont il affirme l'exactitude » et « qu'il tient à la disposition de qui de droit ».

Cette lettre prétend d'abord que Mme Dreyfus est venue au Cherche-Midi « voir son mari, alors qu'on le croyait au secret, avec la permission et la connivence du commandant Forzineti ». A cela je réponds que Mme Dreyfus n'a pu voir son mari, pour la pre-

mière fois, qu'après le prononcé du jugement sur permis du gouvernement militaire de Paris et dans les conditions indiquées, sous la foi du serment, dans ma déposition devant la Cour criminelle, le 24 décembre 1898. J'ai dit aussi que je n'avais jamais été détenteur, à aucun moment, de la clef ouvrant la chambre occupée par le capitaine Dreyfus, ce qui détruit toute idée de « permission et de connivence ».

La lettre anonyme dont M. Quesnay de Beaupré se porte garant ajoute le fait précis suivant :

« Mme X... (le nom est en toutes lettres), femme du professeur de l'Université, amie de Mme Forzineti, se trouvait chez cette dernière. On sonna ; la petite Forzineti alla voir et revint en disant : « C'est Mme Dreyfus qui vient voir son mari ».

A ce mensonge précis, je réponds par cette preuve non moins précise :

Mme Forzineti n'a pu recevoir, en 1894, à Paris, aucune femme de professeur de l'Université, car elle n'était pas à Paris, elle était en vacances, avec une souplesse pleine de grâce, Mlle Sandrini, de l'Opéra. Ces mélodies, si étrangement belles par elles-mêmes, ont été d'autant plus appréciées par la harmonisation dont la richesse ne gêne en rien la forme primitive du chant.

Ce résultat précieux est dû au talent de M. Bourgaill-Ducoudray. Qu'il s'attache à faire revivre des œuvres disparues, ou qu'il écrive une œuvre moderne, il y déploie une érudition remarquable et une originalité parfois audacieuse peut-être, mais une originalité qui conserve toujours une enveloppe élégante et une allure hautaine.

Telle est l'impression que produisent ses grands ouvrages comme *Thamar*, la *Rhapsodie Camboïenne*, *l'Enterrement d'Ophélie*, et que nous ressentons encore dans ses moindres mélodies comme la *Plainte de l'Aveugle* dont il a bien voulu nous offrir la primeur.

De plus, il est de notoriété que les petites Forzineti ont, depuis, passé leurs vacances à la campagne de Mme Dreyfus. Ce dernier fait est facile à vérifier.

Or, je n'ai jamais eu qu'une seule fille — mourante en ce moment — qui, pendant toute la détention de Dreyfus, n'était pas présente aux Alpes, si ce n'est pour aller chercher chez Mme Dreyfus. Par ces faits précis, faciles à vérifier, comme le dit le correspondant de M. Quesnay de Beaupré, je laisse vos lecteurs juges de la valeur des arguments de votre collaborateur.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Commandant FORZINETI.

Un officier supérieur en retraite adresse au *Sécler* les réflexions suivantes sur la déposition du capitaine Cuguin :

Profitant de ce que les conseillers à la Cour des comptes ont fait, sur les choses du métier militaire, — ces magistrats n'ayant pas eu la fortune, comme le genre du héros de La Lisaine, de faire des stages d'officiers, — le capitaine Cuguin a payé d'aplomb et pris avec la vérité les plus étranges licences.

Les officiers des corps de troupes ont dû être bien étonnés d'apprendre que le terme générique de *Notes* est d'un usage exclusif à l'état-major, alors qu'il n'en est pas un seul, quel que soit son grade, qui n'ait déjà fourni à ses chefs des centaines de notes sur les sujets les plus divers.

N'en déplaise au capitaine Cuguin, les journaux de mobilisation très ferrés sur les choses du métier militaire, — ces magistrats n'ayant pas eu la fortune, comme le genre du héros de La Lisaine, de faire des stages d'officiers, — le capitaine Cuguin a payé d'aplomb et pris avec la vérité les plus étranges licences.

Une pierre va être scellée par des mains que rapprochera une étreinte ; puisse le moment dont elle sera la base lancer vers la mer un sursaut, levant non comme l'infini des temps, vers le ciel qui plane sur nous comme un espoir sans bornes, jusqu'aux générations attendues dans l'avenir, un rayon de la sérénité que les empereurs et les rois, les princes et tous les chefs doivent trouver dans leur conscience pour la répandre sur les hommes dont ils conduisent les destinées.

Le *Charivari*, journal satirique quotidien, publiera toutes les semaines un numéro à huit pages.

Le Liseur.

DÉSINFECTANT AU FORMOCHLOROL

La désinfection des habitations, des effets, de la literie, etc., s'impose après les maladies et les décès. Mais craignez l'emploi du sublimé qui détruit les vêtements, les tentures, les tapis, en un mot tous les objets de quelque valeur. Si vous voulez les conserver, adressez-vous à la Société de désinfection, 14, rue des Pyramides (vapeurs sèches de formochlorol) ; elle rend même les matelas refaits et le linge blanchi.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons encore reçu pour les infortunes recommandées par le *Figaro* :

A. G. B. (pour chacune des six familles, 20 francs), 120 francs.

G. J. (pour les pauvres), 20 francs.

B. Lévy (pour Mme Wolpelsberger), 5 fr.

Mme L... (pour Mme veuve Bengue), 5 fr.

Nous prions de nouveaux nos chers lecteurs de réserver leurs dons pour d'autres misères. Ainsi en voici deux qui nous sont signalées aujourd'hui :

La famille Mutin, 163, faubourg Saint-Honoré. Le fils aîné, âgé de dix-neuf ans, vient de mourir après deux mois de maladie. Le père est à l'hôpital atteint de pneumonie ; la fille, âgée de seize ans, contracture, vient d'être admise à l'hôpital. Il y a trois autres enfants plus jeunes.

Mme veuve Conte, 36, faubourg Saint-Honoré, a été renversée le jour des obsèques du Président Félix Faure, par une voiture de maître. Elle a eu une luxation de l'épaule. On lui a donné quarante francs de dédommement. Son fils, employé, est au lit et sa fille n'a que son aiguille pour nourrir les deux malades.

Nous avons raconté hier l'arrestation de toute l'association d'employés qui se moulaient et se fournissaient d'objets d'art, de bijoux, etc., au préjudice d'un grand magasin de crédit de Montmartre.

Les vols qui ont eu lieu, ce n'est plus un secret, à la maison Dufayel sont de plus en plus nombreux et plus importants qu'on ne le croyait tout d'abord. Il a été constaté qu'en une seule journée ils s'élevaient à 15,000 francs ! On vient de retrouver encore onze voitures d'objets dérobés !

De même, au fur et à mesure que l'enquête se poursuit, on découvre de nouveaux complices. Aux treize arrestations que nous avons racontées hier, il en faut ajouter sept nouvelles, et il y en aura encore une dizaine, peut-être plus, aujourd'hui et demain.

M. Carpin, commissaire du quartier, ne pouvant suffire à cette colossale besogne, a demandé l'aide d'un collègue. On lui a adjoint M. Dupuis, des Grandes-Carrières, pour le seconder dans l'enquête et les perquisitions.

UNE DÉPLORABLE ERREUR

Une jeune fille de vingt ans, Mlle Blanche Dugohin, demeurant chez ses parents, rue de Tolbiac, passait, hier matin, vers huit heures, avenue d'Orléans, lorsque deux individus s'avancèrent à sa rencontre.

— C'est bien elle qui a promis de nous faire casser les reins ; assomons-la ! dit l'un d'eux.

Et, avant que Mlle Dugohin, épouvantée, eût pu fournir des explications, les deux brutes l'accablèrent de coups de canne et de coups de pied.

La malheureuse, le visage en sang, s'affaissa évanouie sur la chaussée.

Des passants arrêtèrent les agresseurs, qui se disposaient à prendre la fuite, et les conduisirent à la police. On leur infligea en route la sanction qu'ils méritaient.

Mlle Dugohin reçut dans une pharmacie des soins qui la ramèneront. Elle fut alors conduite, à son tour, au poste de police.

Les deux jeunes gens, nommés Philibert Potier et Gustave Marchand, à leur grande confusion, durent avouer qu'ils s'étaient trompés et qu'ils avaient cru reconnaître en elle la fille d'un riche industriel qui avait

promis de se venger d'eux en les faisant assassiner.

Il n'en sera pas moins poursuivi pour coups et blessures.

Mlle Dugohin, dont l'état présente une certaine gravité, a été reconduite en voiture au domicile de ses parents.

CAMBRIOLEURS

Des gardiens de la paix passant l'avant-dernière nuit, rue de Madrid, aperçurent trois individus qui, arrêtés devant la devanture d'une boutique, semblaient examiner avec soin l'endroit par où ils devaient l'attaquer. L'un de ces individus tenait à la main un outil assez long qui parut aux agents être une pince-monsieur.

Les gardiens s'approchèrent à pas de loup, en se dissimulant le plus possible dans l'ombre. Quand ils ne furent plus qu'à quelques pas des malfaiteurs qui, en effet, cherchaient à fracturer la porte du magasin, ils s'élançèrent sur eux. Mais les gredins, qui les avaient aperçus, prirent la fuite, et ce n'est qu'après les avoir assez longtemps poursuivis que les agents purent s'en emparer, ainsi que dans cette capture par deux de leurs collègues qui, venant en sens inverse, avaient barré la route aux fuyitifs.

Ces trois cambrioleurs ont été emmenés au poste où ils ont déclaré se nommer Emile Houdin, Etienne Lévis et Charles Perreau. Ils étaient porteurs de bijoux, d'argent, de revolvers et de pince-monsieur.

M. Garnot, commissaire de police, les a envoyés, hier matin, au Dépôt.

LES DÉSESPÉRÉS

Un charivari épouvantable mettait, hier, en émoi les habitants du n° 23 de la rue de l'Université.

Des cris n'ayant plus rien d'humain parlant d'un logement dont le concierge se préparait à enfoncer la porte, quand trois détonations d'arme à feu se firent entendre.

On courut prévenir les agents et le commissaire de police du quartier, qui ne put que constater la mort du locataire, un cocher nommé Louis Gas, âgé de quarante-six ans.

Au cours d'un accès d'aliénation mentale, ce malheureux s'était tiré trois balles de revolver dans la tête.

Un tailleur, nommé Amédée-Gaston Le-coq qui, depuis plusieurs mois, était en proie à des idées noires, s'est pendu, hier, dans l'appartement qu'il occupait, 33, rue de Poitiers.

Les constatations ont été faites par M. Trobert, commissaire de police du quartier.

Aux Grands Magasins Dufayel, grande exposition de cycles, motocycles, voitures, sellerie, carrosserie, articles de sport et de photographie, meubles de campagne et de jardin, sièges, tentures, literie, tapis, installations complètes d'appareils, vitras, chapeaux, Exposition franco d'emballage, dans toute la France.

Nombreuses attractions, tous les jours de 2 à 6 heures.

Si les travaux de la gare d'Orléans ont privé, jeudi, Paris de l'heure, les travaux du Métropolitain privent d'eau une partie du douzième arrondissement.

Il est vrai que c'est d'eau de Seine, et que les habitants ne se plaindraient que faiblement s'ils avaient de l'eau de source en quantité suffisante. Malheureusement on est forcé de la ménager, ce qui gêne plusieurs établissements, notamment les lavoirs et les bains publics.

Ainsi, à l'hôpital Saint-Antoine, il a fallu réduire le service des bains gratuits. Au lieu de deux cents bains qu'on donnait chaque jour, on n'en donne plus que cent cinquante. Naturellement, ce ne sont pas les malades qui souffrent de cette suppression, mais seulement les personnes venant du dehors.

D'ailleurs, la disette d'eau n'est que momentanée. Dès que les conduites d'eau de Seine qu'on a dû arrêter pour les travaux seront rétablies, et l'arrondissement reprendra son état normal.

Jean de Paris.

Mémoire. — M. Garon, âgé de cinquante ans, artiste dramatique, demeurant rue Mazarine, est mort subitement, hier matin, au moment où il rentrait chez lui.

J. de P.

LA SOMATOSE

Le précieux fortifiant devait, en théorie, donner ses plus beaux résultats chez l'enfant, dont le seul rôle est de grandir, et pour cela de manger. Enfants sains et malades se trouvent admirablement de la Somatose, la supportent aussi bien, quelquefois mieux que le lait. On ne compte plus aujourd'hui les résurrections qu'elle a provoquées dans le rachitisme, dans les affections du tube digestif, dans la diarrhée et la débilité. Elle est à la portée de tous dans toutes les pharmacies.

Informations

Mouvement judiciaire. — Le ministre de la justice a fait signer le mouvement suivant dans la magistrature algérienne. Sont nommés :

Conseiller à la Cour d'Alger, M. Madama, président du Tribunal de Blida ;

Président du Tribunal de Blida, M. Gaultier, président à Guelma ;

Président à Guelma, M. Duminy, juge à Constantine ;

Juges : à Constantine, M. Niobey, juge à Tizi-Ouzou ; à Tizi-Ouzou, M. de Baris, juge à Bougie ; à Bougie, M. Ouzou, juge à Sidi-bel-Abbes ; à Philippeville, M. Audouin-Houssais, juge à Guelma ; à Guelma, M. Le Penneil, juge suppléant chargé de l'instruction à Tizi-Ouzou.

Décorations. — Le gouvernement japonais a envoyé récemment en France une mission chargée d'acheter un certain nombre d'atèles à importer au Japon. Il vient de décerner, pour services rendus à cette mission, les distinctions suivantes :

Sont nommés :

Commandeur de l'Ordre du Trésor sacré, M. Plazen, directeur général des haras ;

Officiers du même ordre : MM. Paul Baize, conseiller général des Hautes-Pyrénées ; Hoziez, inspecteur général des haras ; de Lafargue-Tauzin, ancien inspecteur général des haras.

Conférence. — La Société populaire des conférences coloniales donnera sa séance solennelle d

brésilien à 64 1/2. Les Bons cubains sont fermes, le 6 0/0 à 27, le 5 0/0 à 28. Les valeurs russes, qui restent à leurs cours d'hier, calment plus profond encore sur le groupe turc; le D est le seul qui ait coté un cours — un seul cours, celui de 23 fr. La Banque ottomane est immobile à 580.

Il y a de l'activité sur le marché des obligations de la Ville de Paris, et de l'avance sur les 1869, les 1871, les 1876 et les 1898. Les 1894-96 ne varient point, pour la bonne raison que le public les achète directement aux guichets de l'Hôtel de Ville, etc. Il y a apporté même un grand empressement, comme il convient quand il s'agit d'un titre de cette valeur et qui, chose rare, est encore au-dessous du pair. Ajoutons qu'on détache un coupon de 5 francs le 1er mai.

Les établissements de crédit sont animés, et, pour la plupart, en avance. La Banque de Paris clôture à 1,150, le Comptoir à 618, le Foncier à 737, le Lyonnais à 952, la Banque des Valeurs Industrielles à 222, la Rente foncière à 455, etc. Au comptant, pas mal d'affaires sur les obligations du Crédit foncier; les Foncières 1879, les Communales 1891 et 1899, sont en nouveau progrès.

Rien sur les chemins français. Plus-values de 13 francs sur le Gaz à 1,270, de 5 francs sur le Suez à 8,320, de 9 francs sur l'Oural-Volga à 626, de 10 francs sur le Rio à 1,309 après 1,181. Les Tramways de Tours sont fermes à 424, ainsi que la Compagnie des Chaux et Ciments Français à 168 50. L'assemblée des actionnaires de cette Société a eu lieu hier. Le bilan et les comptes de l'exercice écoulé ont été approuvés; les bénéfices nets s'élèvent à 503,505 francs. L'assemblée a fixé le dividende à 14 francs pour les actions et à 60 francs pour les Parts bénéficiaires. L'assemblée extraordinaire a autorisé le Conseil, quand et comme il le jugera convenable et en raison de l'extension des affaires, à porter le capital social de 3 millions à 4,500,000 francs.

Le Boursier.

MINES D'OR

En réponse aux bruits mis en circulation, nous apprenons qu'un télégramme officiel de Pretoria, arrivé hier soir à Paris, dément d'une façon absolue, comme complètement contraire à la vérité, la nouvelle relative à la rupture des pourparlers entre le gouvernement du Transvaal et les chefs de l'industrie minière. C'est d'ailleurs ce que nous faisons prévoir à nos lecteurs dans notre précédent bulletin, et cet incident démontre le cas qu'on devra faire des rumeurs sensationnelles qui pourront être publiées ces temps-ci sur le même sujet.

Ce démenti n'est parvenu qu'après la clôture des Bourses, tant à Londres qu'à Paris, le marché est resté toute la journée sous une impression d'incertitude qui a nui à la tenue des cours.

A Londres, la *Croton Reef* reste cependant très ferme, à 18 liv. st. 3/4 (472 fr. 60), comme la veille, mais la *Rose Deep*, dont la plus-value a été importante et rapide depuis quelques semaines, reprend une petite partie de son avance à 10 liv. st. 7/8 (274 fr. 45). C'est une réaction dont on devra savoir profiter. La *Glen Deep* vaut à liv. st. 5/8 (116 fr. 50), contre 4 liv. st. 13/16.

Paris, de son côté, s'est laissé influencer d'autant plus facilement que notre liquidation commence aujourd'hui par la réponse des primes et que nous faisons toujours beaucoup de nervosité au marché.

La seule valeur indienne est encore l'action *Goerz et Co*; non seulement elle n'est pas touchée, mais elle gagne même de nouveau 1 fr. 25 à 36 fr. 25. La *May Consolidated* n'a reperdu qu'une petite partie de sa forte hausse de ces derniers jours, à 148 fr. 50, et il y avait très peu de flottant sur *Kirkville* (Maurice), laissant tout dans une zone d'un quart de mille à l'est de la ville. Quatre cents maisons ont été détruites.

Après le passage du cyclone, une pluie diluvienne, accompagnée d'une obscurité complète, est venue jeter la confusion la plus absolue et rendre les secours presque impossibles. De nombreux incendies ont éclaté sur plusieurs points de la ville, facilitant la tâche des équipes de sauveteurs qui, grâce à la leur des flammes, ont pu se mettre à la recherche des blessés ensevelis sous des amas de décombres.

A huit heures, vingt-cinq cadavres avaient été retirés des ruines. On estime qu'il y a une centaine de morts.

Quant aux blessés, leur nombre serait d'un millier, mais il est impossible de donner,

avant le jour, une estimation exacte du chiffre des victimes et de l'étendue des dégâts.

Le premier cyclone a été suivi, à vingt minutes d'intervalle, par un second qui a passé sur la ville sans causer beaucoup de dégâts.

Une dépêche de Kansas-City annonce qu'un cyclone s'est abattu sur Newton, à 40 milles au nord-ouest de Kirksville, et a fait quelques victimes.

La télégraphie sans fil

LONDRES. — L'utilité de la découverte de l'appareil de télégraphie sans fil vient d'être démontrée aujourd'hui, d'une manière frappante.

Ce matin, durant un brouillard épais, un vapeur de Londres étant entré en collision avec le bateau-phare de East-Goedwin, sur lequel est installé un appareil de télégraphie Marconi, la communication fut aussitôt établie avec le phare de South-Forland, situé à deux milles de là et muni également d'un appareil Marconi, de telle sorte qu'il fut possible, à l'aide d'un échange de messages, d'assurer le sauvetage rapide de l'équipage du bateau-phare.

Les grèves

MONS. — La situation paraît s'améliorer dans les trois bassins du Hainaut. Il y a aujourd'hui dans le bassin de Mons 555 grévistes en moins, soit au total 14,684 grévistes. Dans le centre, il y a une diminution de 1,000 grévistes; à Charleroi une diminution de 300 grévistes.

Lancement de la « Ville-de-Mulhouse »

LE HAVRE. — On vient de lancer avec plein succès, aux Forges et Chantiers de la Méditerranée, le quatre-mâts *Ville-de-Mulhouse*, construit pour le compte de la Compagnie des voiliers havrais.

La longueur de la *Ville-de-Mulhouse* est de 99 mètres 90 centimètres; son déplacement est de 5,328 tonnes.

Une foule nombreuse assistait au lancement. Les grandes régates du Havre doivent avoir lieu les 15, 16 et 17 juillet prochain.

Les drames de la mer

BREST. — Le capitaine Le Hégat, commandant le dundee *Saint-Jean-Baptiste*, du port de Brest, parti le 16 courant pour l'Espagne, télégraphie à ses armateurs, à Brest, que le 19 avril, par 46° Nord et 10° Ouest, il a trouvé, sur trois radeaux, au milieu du golfe de Gascogne, une partie des officiers, un passager et plusieurs marins du vapeur espagnol *Zurbarán*, qui a fait naufrage le 15 avril.

Sur l'un des radeaux se trouvaient un lieutenant, le deuxième mécanicien et un passager.

Sur le second radeau étaient trois marins, et sur le troisième se cramponnaient le second du bord et le maître d'équipage.

Tous étaient sans vivres depuis quatre jours et réduits à la dernière extrémité. Le maître mécanicien et un marin étaient morts d'épuisement sur les radeaux.

Deux autres radeaux ont été rencontrés, à moitié démolis.

Après avoir donné, à son bord, des soins aux naufragés, le capitaine Le Hégat les a conduits, le 19 au soir, au port de Gijón.

Le vapeur *Zurbarán* jaugeait 2,000 tonnes. Il allait de Séville à Londres.

Encore une roche inconnue en rade de Brest

BREST. — En rentrant sur rade avec l'escadre du Nord, le torpilleur de haute mer *Aquilon* a touché une roche inconnue et a brisé une de ses hélices.

Le *Sylphe*, brick annexe du vaisseau-école de l'Ecole navale, s'est échoué sur les bases de la digue de la rade-abri. Le remorqueur *Laborieuse*, après une heure de travail, l'a retiré de sa fâcheuse position.

Un krach de trois millions

ORLÉANS. — Un krach financier de près de trois millions vient de jeter la stupeur à Orléans, faisant de nombreuses victimes dans tous les rangs de la société.

L'auteur de ce krach, M. Angenault, banquier, a été arrêté hier.

Argus.

SOIRÉE DE GALA

RÉUNION HIPPIQUE MILITAIRE

La soirée de gala de mardi prochain 2 mai, organisée au Nouveau-Cirque par la Réunion hippique militaire, promet d'être superbe. Les autorités civiles et militaires disputent au public les loges et les fauteuils qui s'envolent rapidement.

M. le Président de la République, informé le premier du but de cette représentation, dont la recette, on le sait, est destinée à propager l'enseignement équestre dans les cadres des réserves, a souscrit pour cinq loges; d'autres souscriptions flatteuses sont aussitôt parvenues aux organisateurs.

M. le ministre de la guerre, membre d'honneur de la Réunion hippique, se fera naturellement représenter à cette soirée de gala, et M. le gouverneur militaire de Paris a auto-

risé les officiers des réserves à revêtir l'uniforme à cette occasion.

Voici le programme de cette représentation extraordinaire :

1^{re} PARTIE. — Les 4 Poneys. — La Photographie, par les Fratellini. — Le *Sky*, nouveau dessin. — L'Écuyer de panache, par Fottit. — Les Chiens sauteurs, de Ritter. — Haute-Ecole, par M. F. Calmette, professeur. — *Thérèse Renz*, monté sur deux chevaux *Cromwell* et *Edair*.

INTERMÈDE ET 2^e PARTIE. — Escrime (MM. Bertré et André, adjoint-maitre d'armes au Cercle militaire, et Adolphe Rouleau, professeur à la salle Mimigay). — Boxe française (M. Charlemon, professeur, et M. Maitinque, professeur). — L'escrime au seizième siècle (M. et Mme Gubiel). — Fantassin contre cavalier, M. de J... cavalier combattant. — Les nains lubriques. — *Thérèse Renz*, monté sur deux chevaux *Albarrac* et *Solon*.

3^e PARTIE. — L'École de Joineville, par les danseuses du cirque. — MM. Galipaux et Fordyce. — Chez le coiffeur, scène comique. — Le Plongeur fantastique, exercices de natation et batonde nationale.

Le second assaut d'escrime dont il a été question n'aura pas lieu pour cause d'indisposition prolongée.

On trouve des billets : Au Nouveau-Cirque, 251, rue Saint-Nicolas. — Dans les bureaux de l'Agence *Horlogerie*, 42, rue Grange-Batelle. — Au Cercle militaire, 40, avenue de l'Opéra. — Dans les agences de location.

COURRIER DES THÉÂTRES

A l'Opéra :

La première représentation de *Briséis* est reculée au lundi 8 mai, afin qu'elle ne coïncide pas avec la première du *Torren*, à la Comédie-Française fixée au vendredi 5.

La répétition générale de *Chabrier* sera chantée par Mlle Berthet et Mme Chabrier-Vaguet, MM. Vaguet, Renaud et Fournet.

Le Joseph de Méhul passera une quinzaine de jours après, c'est-à-dire, entre le 20 et le 25 mai, en tous cas avant la fin du mois.

Au théâtre Sarah-Bernhardt, aujourd'hui à 5 heures, avant-dernière matinée des samedi populaires de poésie ancienne et moderne, avec Mme Héglon, Mme Sarah Bernhardt, M. Guity, etc., etc.

Au Gymnase, la comédie nouvelle de M. Michel Provins sera accompagnée d'une comédie en un acte, de Camille Le Senne. Il y aura de nouveaux statuts. Le Cercle prendra le titre d'Association professionnelle de la Critique dramatique et musicale et pourra admettre : 1^o les critiques des journaux quotidiens et périodiques français; 2^o les correspondants parisiens des journaux de province; 3^o les correspondants des journaux quotidiens; 4^o les auteurs français d'ouvrages de littérature dramatique; 5^o les correspondants français des journaux étrangers. L'assemblée a clôturé la séance par un vote unanime de remerciements au président actuel pour l'active et dévouée collaboration qu'il n'a cessé de donner au travail de la revision.

M. Charlot, le nouveau directeur du Palais-Royal, a bien l'intention, contrairement des bruits qui courent, de conserver à son théâtre son caractère et son genre traditionnels.

M. Albert Soubeis, poursuivant son instructif et attrayant voyage à travers l'Europe artistique, vient de publier chez Flammarion, sur la musique en Espagne des origines au dix-neuvième siècle, un très curieux ouvrage qui ne sera pas moins apprécié que ses aînés.

Le Mandat, l'exhilarante fantaisie de notre confrère M. Henry François, vient d'être représenté au théâtre Déjazet. Ce joyeux acte obtient un joli succès.

Au Nouveau-Théâtre. — Demain, deux dernières des *Deux Dentistes* et de la *Dernière soirée de Brunnel*, en matinée et en soirée.

De Bordeaux : M. Albert Lambert fils, de la Comédie-Française, donne, au théâtre des Arts, deux représentations. La première a eu lieu hier soir devant une élégante et nombreuse assistance.

On jouait *Hernani* et le vibrant artiste a obtenu dans ce rôle un succès considérable et de nombreux rappels. Mme Mathilde Deschamps, dans le rôle de dona Sol, a été très remarquable et très fêtée. MM. Prad (Ruy Gomez) et Castellan (don Carlos) ont été applaudis et rappelés en compagnie de leurs brillants partenaires.

Pour la deuxième représentation de M. Albert Lambert, on donne le *Marquis de Villemer*. La salle est louée d'avance.

De Toulouse :

Le Capitole a fermé ses portes depuis hier soir. C'est la *Vie de bohème* qui a été la représentation d'adieu. On lui devait bien cet honneur, car l'opéra-comique de Puccini peut être considéré comme le plus grand succès de l'année théâtrale. On avait littéralement dévalisé les jardins pour fêter les artistes. Le chef d'orchestre, Raymond, en a eu sa large part et c'était justice; le pupitre fut occupé avec plus de science musicale et plus d'autorité. Malgré la réussite de la compagnie, on parle de la démission comme directeur des frères Boyer, mais elle serait sûrement refusée.

Le 1^{er} mai, aux Variétés, la première de *Le Drame de la rue*, de M. E. de M. Albert ne néglige rien pour assurer le succès. On compte sur de nombreuses et fructueuses soirées.

Jules Huret.

PETITES NOUVELLES

La partition du *Cygne*, le nouveau ballet de MM. Catulle Mendès et Charles Lecocq, représenté actuellement à l'Opéra-Comique, vient de paraître chez les éditeurs Heugel et Co, 4, rue de Valenciennes.

Le 1^{er} mai, aux Variétés, la première de *Le Drame de la rue*, de M. E. de M. Albert ne néglige rien pour assurer le succès. On compte sur de nombreuses et fructueuses soirées.

SPECTACLES & CONCERTS

Aujourd'hui : A la Bodinière, à 3 h., 6^e séance. La *Chanson d'un certain âge* (les Hydropathes; origines de la chanson de Montmartre). Auditions par Mlle Myrtille et M. Guyon fils. Causerie de M. Jacques Ferry. Au piano, M. Adrien Rey. — A 4 h. 1/2 : *Les Classiques de la Chanson*. Collé. Causerie par M. Jean Bernard. Audition de Mme de Ruy et de M. Nigé.

— Aux Mathurins, à 4 heures 1/2, matinée de gala : Causerie de M. Maurice Lefèvre. *Chansons de la Boche* (second Empire 1850-1870). Auditions par Mlle Jane Pierny, des Folies-Dramatiques, et M. Louis Maurel, de la Scala.

— Matinées Depas (rue Chapal), à 4 heures : *Les Chansonniers modernes*. Causerie de M. G. Montoya. Audition de MM. D. Bonnard, Fallens, Y. Hyspa, G. Montoya, J. Moy, Monis, X. Privas, E. Teulet.

Ce soir : Salle Erard, à 9 heures, deuxième concert de Paderewski.

— Au Casino de Paris, fête de nuit.

— Au théâtre des Capucines, rentrée de M. Galipaux.

Pour la dernière fois, la Lofe Fuller paraîtra dimanche à la matinée des Folies-Bergère. La *Princesse au sabbat* figure au programme de cette matinée.

La réouverture des Folies-Marigny aura lieu jeudi soir.

Mercredi, répétition générale. Le bureau de location sera ouvert à partir de lundi.

Voici le programme de la matinée de gala qui a lieu aujourd'hui à 4 h. 1/2, aux Mathurins, sur les *Chansons de la Boche* (second Empire 1850-1870), après une causerie de M. Maurice Lefèvre, les deux interprètes Mlle Jane Pierny et M. Louis Maurel chanteront les célèbres chansons suivantes :

Entre Paris et Lyon, d'où la *Clé perdue*, Bonhomme, les *Canards*, le sire de *Framboise*, Mme Fontaine et M. Robinet, *Charmante Rosalie*, Drinn! Drinn! le *Rabotier du P'tit Eboniste*, les *Pompier de Nanterre*.

Pour terminer, Mlle Jane Pierny et M. Louis Maurel danseront, à la façon des cloches, le quadrille de l'*Œil crevé*.

A Parisiana, la première de la revue *Plus que Paris*, est fixée à mardi soir.

C'est donc demain la dernière fois que sera donnée en matinée la fantaisie de M. Gardel-Hervé, la *Démolition de chez Maxim* qui terminera lundi soir une carrière aussi brillante que fructueuse.

Mlle Vanora vient de faire de très intéressants débuts au Casino de Paris dans ses scènes mimées d'ateliers; la débutante apporte un numéro charmant de plus au programme déjà si complet et si varié du music-hall de la rue Blanche.

Le concert organisé au profit du poète-chansonnier Jules Laurent pour le 30 courant à la salle des Agriculteurs de France, est remis au 3 juin.

Les cartes déjà délivrées restent valables pour cette date.

Les *Petites Affiches* viennent de publier la dissolution de la Société en commandite Isola frères et Cie pour l'exploitation de l'olympia. Les frères Isola ayant, grâce aux bénéfices réalisés par leur gestion, pu rembourser leurs commanditaires, restent désormais seuls propriétaires et directeurs de cet établissement dont ils comptent faire l'un des premiers de Paris.

Le public afflue en ce moment au Carillon, appelé par un succès égal à celui du *Client sérieux*, pour applaudir dans *Lignes-Lignes-Lignes*, Mlle Gilberte, des Variétés, une délicieuse comédienne, Philippin, Jémo, deux marcheurs désopilants et l'auteur, Hugues Delorme, un inénarrable cadet de Gascogne. Ajoutons que les chansonniers Meudrot, Teulet, Lemerrier, complètent à souhait l'attrait d'un programme exceptionnel.

Il est rare de voir une pièce arriver à la centième sans qu'un seul de ses interprètes ait jamais fait défaut à une représentation. C'est le cas de *Ohé Vénus* ! l'amusante fantaisie de la Cigale, toujours interprétée, depuis le premier soir, par Mmes Jeanne Bloch, Marguerite Labouché, de Verly, Holda, Paulus à qui MM. Girault, Gabin, Max-Morel, Maeder, donnent la réplique.

Programme du concert de demain dimanche, à 3 heures, au Jardin d'acclimatation : Saltarelle des *Scènes napolitaines* (MASSINER) — Chanson du toréador de *Carmen* (BIZET), chantée par M. Collinet et les chœurs. — Final du 1^{er} Concerto pour le violon, de Mendel (VIEUXTEMPS), exécuté par M. Ed. Mallet. — *Miscelées du Trouvère* (VERDI) : Mme Bronville-Ballard, M. Escalati, chœurs et orchestre. — *Cavatine de Mireille* (GOUNOD), chantée par M. Régis. — Marche de *La Dame de la Pitié* (BIZET). — *La Fuite* (HALÉVY), 1^{re} acte : Rachel, Mme Bronville-Ballard; Eléazar, M. Escalati; Léopold, M. G. Régis; Ruggiero, M. P. Chassinat; Brogni, M. Raulin; Albert, M. Collinet.

Le cirque Médrano donnera exceptionnellement, ce soir, samedi et demain, en matinée et le soir, des représentations de l'épopée militaire : *Alpins et Matelots*, de Félix Maire et Georges Odin.

Pendant les projections du Vitographe, M. Devillars, de l'Opéra, se fera entendre.

En présence du beau temps qui semble établir d'une façon définitive, l'administration du Moulin Rouge fait les préparatifs nécessaires pour la réouverture prochaine de son jardin d'été.

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES

On demande, à la Cigale, de jeunes et jolies femmes pour remplir des petits rôles dans la féerie *Ohé Vénus* !

La Vie Sportive

LE TURF

COURSES A MAISONS-LAFFITTE

Il n'est pas venu par le courrier du matin d'instructions policières nouvelles pour four-

Tous les éleveurs ont protesté et la presse a enregistré leurs protestations. Je m'attends à la réponse du gouvernement, tout au moins à une augmentation de 11,470,800 francs, soit pour l'agriculture un excédent de 114,708 francs.

Je lis comme par hasard, à la suite de cette note, que M. Plazen, directeur général des haras, vient d'être nommé commandeur du « Trésor sacré ». Y aurait-il une corrélation entre ces deux nouvelles ? Si notre aimable directeur des haras veut réellement mériter la haute distinction dont il vient d'être l'objet, qu'il plaide notre cause auprès de son ministre pour nous laisser un peu souffler. Je compte beaucoup pour cela sur notre nouveau commandeur du « Trésor sacré ».

Le *Prix des Triangles*, 4,000 fr., 800 mètres, a été pour La Musique (33/4), à M. Bour (J. Carrat), battant Empress of India, à M. Th. Carter (Brennan) et Come, à M. H. Andrews (Bowen).

Au signal Royal Mint, Empress of India et La Musique partaient devant les autres en ligne. Avant l'intersection des pistes La Musique dépassait Royal Mint et Empress of India et l'emportait de deux longueurs sur Empress of India. Come venait à la fin prendre la troisième place, à trois longueurs, précédant Dour.

Par mutuel à 10 fr. : 455 fr. Placés : La Musique, 90 fr.; Empress of India, 52 fr. 50; Come, 64 fr.

La Musique a été réclamée pour 7,500 fr. par M. G. Aubry.

Le *Prix Little Duck*, 6,000 fr., 2,000 m., a été pour Gorenflot (2/4), à M. E. Deschamps (Dodd), battant Raquette II à M. E. Cottin (Weatherdon), et Bonnet Vert, au comte de Fels (Madge).

Bonnet Vert, Gourgouran, Gorenflot et Raquette II galopèrent dans cet ordre en passant devant les tribunes. Entre les tournants Bonnet Vert menait toujours devant Gourgouran et Gorenflot. Raquette II arrivait au parc des voitures Gourgouran fléchissait. Gorenflot prenait l'avantage sur Bonnet Vert et Raquette II venait alors prendre la

COURSES A NEWMARKET

(Par dépêche)

Mille Guinées, 1,600 mètres : Sibola (13/8), M. P. Lorillard (Sloan), 1; Fascination (20/1), M. Arthur James (Pratt), 2; Mosa (100/7), M. Douglas Baird (Rickaby), 3.

Non placés : Victoria Mary, Princess Mary, Strike a Light, Umbrosina, Compas, Myrakis, Guava, Clapham, Galop Lassic, Sweet Marjorie, Lady Ogle.

Gagné, dans un canter, de trois longueurs, deux longueurs du deuxième au troisième. Durée de la course : 1' 44" 1/5.

Robert Milton.

AÉROSTATION

Une expérience aérostique très intéressante doit avoir lieu demain : MM. le comte Henry de La Vaulx, vice-président de l'Aéro-Club, et le comte de Castillon de Saint-Victor, accompagnés de M. Maurice Mallet, pariront, entre cinq et six heures, de l'usine à gaz du Lendit avec le ballon *Le Volga*, cubant 4,000 mètres cubes.

Cette ascension se fera sous les auspices de l'Aéro-Club. Le départ et l'atterrissage seront contrôlés par l'Aéro-Club qui, pour la première fois, aura à homologuer un record.

M. de La Vaulx se propose, dans ce voyage, d'expérimenter un système nouveau, de son invention.

Voici en quoi il consiste : Avec un ballon de 4,000 mètres cubes entouré de quatre ballonnets de 50 mètres cubes chacun, l'aéroneute effectue son départ, se débarrasse, au cours de la route, des petits ballonnets, après les avoir préalablement vidés dans le grand ballon.

En principe, ce système doit assurer, augmenter la durée du voyage; il faut voir, dans la pratique, la manœuvre ne sera pas difficile.

C'est ce que M. de La Vaulx expérimentera demain. En cas de réussite, il emploiera le même système dans la Coupe des aéroplanes.

A l'atterrissage, les aéroplanes adresseront une dépêche à l'Aéro-Club, 6, place de la Concorde, où seront centralisés les renseignements sur ce voyage.

Voici l'itinéraire à suivre et les moyens de communication pour se rendre à l'usine du Lendit, située au numéro 307, avenue de Pa-

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 28 Avril

Un cyclone, 400 maisons détruites. Un millier de victimes.

NEW-YORK. — Un télégramme de Saint-Louis annonce qu'un cyclone d'une extrême violence s'est abattu hier soir, à six heures et demie sur Kirksville (Missouri), laissant tout dans une zone d'un quart de mille à l'est de la ville. Quatre cents maisons ont été détruites.

Après le passage du cyclone, une pluie diluvienne, accompagnée d'une obscurité complète, est venue jeter la confusion la plus absolue et rendre les secours presque impossibles. De nombreux incendies ont éclaté sur plusieurs points de la ville, facilitant la tâche des équipes de sauveteurs qui, grâce à la leur des flammes, ont pu se mettre à la recherche des blessés ensevelis sous des amas de décombres.

A huit heures, vingt-cinq cadavres avaient été retirés des ruines. On estime qu'il y a une centaine de morts.

Quant aux blessés, leur nombre serait d'un millier, mais il est impossible de donner,

découvrir. Et maintenant vous voilà dépourvu. Je m'inspire de l'horreur et du dégoût. Vous aviez raison : je n'étais qu'un enfant gâté, terrible et léger. Mais maintenant, je sais : si je reparessais devant vous, je serais le plus méprisable, le plus vil des hommes. Car si je me jetais à vos pieds, ce serait pour vous dire encore que je vous aime. Je vais chercher l'oubli au loin. Ah ! mon triste pressentiment de dimanche ! Adieu. Pardonnez-moi les fautes que j'ai commises en toute ignorance, la peine que je puis vous faire aujourd'hui. Mais réfléchissez. Et vous verrez que je ne puis pas agir autrement. Voilà deux heures que je cherche. Adieu, adieu. Je vous adore.

MÉLODIE INÉDITE

DE L.-A. BOURGAULT-DUCOUDRAY

LA PLAINTE DE L'AVEUGLE

Andante

p *sf* *dim.* *sf* *dim.* *poco cresc.* *dim.*

faites ressortir le chant

pp *poco sf* *p* *poco sf* *p*

J'ai per. du mon seul bien, J'ai per. du mon seul bien, Mon enfant est

mor-te! Elle me menait par la main, Et sa voix trouvait le moy-en de me faire ou-

vrir cha-que por-te... J'ai perdu mon seul bien, Mon enfant est mor-te! J'ai per-

p *pp* *poco rit.*

du mon seul bien, Com-ment ferai-je de-main Pour trouver ma por-te? Je suis

seul et je n'ai rien, Il fau-dra pour avoir du pain, Il faudra bien que je sor-te.

Le 1^{er} Fascicule du **FIGARO-SALON** paraîtra le 1^{er} Mai

BOURSE DU VENDREDI 28 AVRIL 1899

Dern. cours	Haus.	Baisse	Désignation des Valeurs	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Haus.	Baisse	Désignation des Valeurs	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Haus.	Baisse	Désignation des Valeurs	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Haus.	Baisse	Désignation des Valeurs	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Haus.	Baisse	Désignation des Valeurs	Hier	Aujourd.
Fonds Français						Sociétés de Crédit						Chemins de Fer						Valeurs Industrielles						Valeurs Industrielles					
8	..	02	3 % FRANÇAIS...cpt	101 85	101 85	114 58	30	..	BANQUE DE FRANCE...cpt	3970	4000	220	..	..	CANAL DE PANAMA...cpt	16 50	..	15	..	..	G ^e GÉNÉRALE DES EAUX 3 %	465	463	15	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75
8	..	05	3 % AMORTISSABLE...cpt	101 90	101 92	114 58	30	..	D'ALGERIE...cpt	3995	3995	220	..	..	COMP ^e FRANÇ ^e DES MÉTAUX...cpt	630	630	25	..	..	ÉTABLISSEMENTS DUVAL...cpt	520	520	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
8	50	10	3 1/2 %...cpt	100 10	100 15	114 58	30	..	INTERNAT ^l DE PARIS...cpt	538	537	220	..	..	G ^e TRANSATLANTIQUE...cpt	332	332	25	..	..	FIVES-LILLE 5 %	488	490	25	..	..	GRANDS MOULINS DE CORREIL...cpt	508	509
2 50	05	05	3 1/2 %...cpt	100 35	100 40	114 58	30	..	OTTOMANE...cpt	580	580	220	..	..	HAVRAISE...cpt	570	570	25	..	..	JARDIN D'ACCLIMATATION 5 %	514 50	515	25	..	..	GAZ ET EAUX...cpt	500	502
17 50	05	05	TONKIN 1896...cpt	103 45	103 50	114 58	30	..	PARIS-PAYS-BAS...cpt	1115	1120	220	..	..	CHARGEURS RÉUNIS...cpt	1259	1260	25	..	..	GAZ DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER	505	508	25	..	..	GAZ CENTRAL 5 %	520	520
17 50	05	05	INDO-CHINE 1892...cpt	103 45	103 50	114 58	30	..	PARISIENNE...cpt	1115	1124	220	..	..	TELEPHONES (Société civile)...cpt	302	302	25	..	..	LITS MILITAIRES...cpt	613	617	25	..	..	MESSAGERS MARITIMES...cpt	506	506
12 12	1	05	OBLIG. 1865 4 %	494	494	25	..	1 50	NAT ^l RÉP. SUD-ALP ^e 3 %	359	362	15	..	4	EST 3 %	463	463	25	..	..	MONACO OBL. 300 fr. 4 %	307 50	308 50	25	..	..	TABACS PORTUGAIS...cpt	615	615
12 12	1	05	1869 3 %	419	420	15	..	1	P ^{te} DEL ALP. DU SUD...cpt	96	98	15	..	4	EST 3 %	463	463	25	..	..	OMNIBUS 4 %	508	510	25	..	..	SOCIÉTÉ AHD. DE L'ANJOU...cpt	475	475
12 12	1	05	1871 3 %	419	420	15	..	1	P ^{te} DES MINES 3 %	92	95	15	..	4	EST 3 %	463	463	25	..	..	VALÉRIE...cpt	423	423	25	..	..	VOITURES DE PARIS 3 %	475	475 25
12 12	1	05	1875 4 %	559	559	10	..	1	HYPOTH. DE FRANCE	592	591	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	1876 4 %	556	558	10	..	1	DE PAYS AUTRICHIENS	592	591	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	1892 2 1/2 %	396	396	25	..	1	SPECIALE D. VAL. IND	222	222	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	1892 2 1/2 %	396	396	25	..	1	COMPAGNIE ALGERIENNE	113	113	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	1894-96 tout payé	397	397	25	..	1	COMPTOIR NAT ^l D'ESCOMPTE	618	617	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	1898 2 %	442	443	25	..	1	CRÉDIT LYONNAIS...cpt	618	618	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	1898 2 %	442	443	25	..	1	ALGÉRIEN...	895	915	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	VILLE DE MARSEILLE 1877	404	405	25	..	1	INDUSTRIEL ET COMM ^e	636	637	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'AMIENS 4 %	122	122	15	..	1	PONCER D'AUTRICHE	1317	1317	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'BORDEAUX 3 %	260	260	15	..	1	PONCER ÉGYPTIEN	339	339	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	ROBINSON BANKING...terme	512	511	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE...	583	583	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	PONCER LYONNAIS	371	371	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	IMMEUBLES DE FRANCE...	89 75	89 75	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	Obl. de 400 ^e Intérêt: 6 ^e	143	145	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	Obl. de 475 ^e Intérêt: 7 ^e	174	173	15	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CREDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'ORLÉANS 3 %	260	260	15	..	1	CRÉDIT FONC ^e ALGERIEN	740	737	25	..	1 25	3 %	465	465	25	..	..	CH. OTTOMAN...cpt	124 50	124 75	25	..	..	REUNION...cpt	520	520
20	2	05	D'OR																										